

Cote du document: EB 2018/125/R.31  
Point de l'ordre du jour: 5 d) v) a)  
Date: 14 novembre 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## République de Cabo Verde

### Programme d'options stratégiques pour le pays 2019-2024

#### Note pour les représentants au Conseil d'administration

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Benoît Thierry**

Directeur du Pôle Afrique de l'Ouest  
Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
téléphone: +221 774509458  
courriel: b.thierry@ifad.org

**Jean Pascal Kabore**

Chargé d'appui au programme  
téléphone: +221 773633405  
courriel: p.kabore@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**

Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent vingt-cinquième session  
Rome, 12-14 décembre 2018

---

Pour: **Examen**

# Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte du pays indiquant les zones d'interventions du FIDA</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte national</b>	<b>1</b>
<b>II. Enseignements et résultats précédents</b>	<b>5</b>
<b>III. Objectifs stratégiques</b>	<b>7</b>
<b>IV. Résultats durables</b>	<b>10</b>
A. Ciblage et problématique femmes-hommes	10
B. Reproduction à plus grande échelle	11
C. Participation à l'élaboration des politiques	11
D. Ressources naturelles et changements climatiques	12
E. Une Agriculture et un développement rural à dimension nutritionnelle	12
<b>V. Réussite de la mise en œuvre</b>	<b>13</b>
A. Cadre de financement	13
B. Suivi et évaluation	13
C. Gestion des savoirs	13
D. Partenariats et innovations	13
E. Coopération Sud-Sud et triangulaire	14

## Appendices

- I. RB-COSOP results management framework
- II. Recommendations of the POSER midterm review and the RB-COSOP design mission
- III. RB-COSOP preparation process, including preparatory studies, the consultation with stakeholders and comments
- IV. Country at a glance
- V. Natural resource management and adaptation to climate change: general information, national policies and IFAD intervention strategies

## Dossiers clés

**Dossier clé 1:** Rural poverty and agriculture sector issues

**Dossier clé 2:** Organization matrix (strengths, weaknesses, opportunities and threats [SWOT] analysis)

**Dossier clé 3:** Complementary donor initiatives and partnership potential

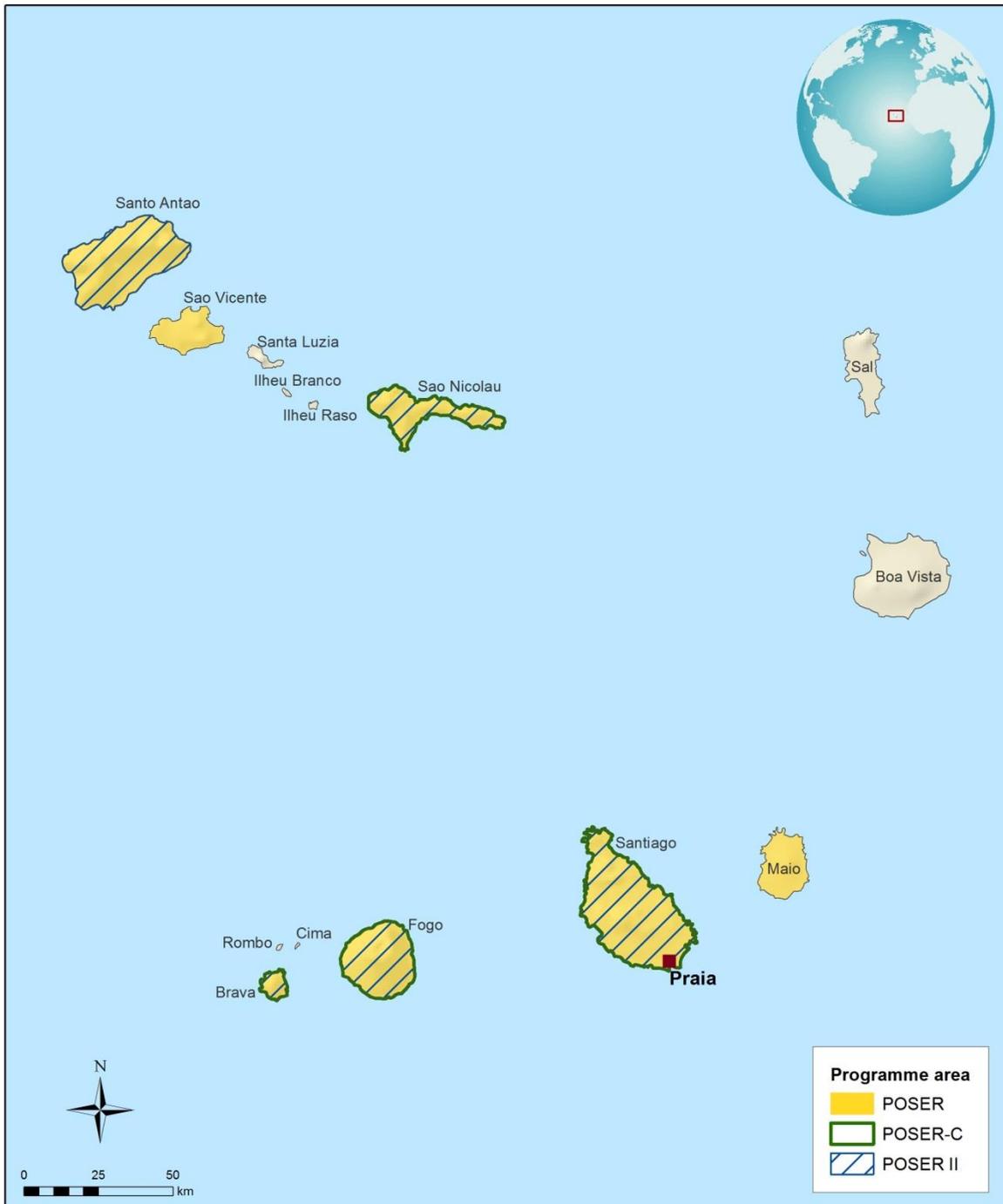
**Dossier clé 4:** Target group identification, priority issues and potential responses

## **Sigles et acronymes**

COSOP-AR	Programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats
ODD	Objectif de développement durable
PEDS	Plan de développement durable stratégique
PIB	Produit national brut
PNIASAN	Programme national d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire et nutritionnelle
POSER	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance

# Carte du pays indiquant les zones d'interventions du FIDA

## République de Cabo Verde



Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

Carte établie par le FIDA | 03-07-2018

## Résumé

1. Le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) pour la période 2019-2024 décrit le portefeuille de projets du FIDA à Cabo Verde, après la note de la stratégie de pays pour la période 2016-2018.
2. Des avancées notables ont été obtenues dans le cadre de la lutte contre la pauvreté à Cabo Verde grâce aux investissements publics ciblés de soutien à la politique sociale. Néanmoins, 48% de la population rurale vit toujours dans la pauvreté et dépend en grande partie de l'agriculture pour sa survie, alors que l'eau et les terres arables sont rares et que le pays est très vulnérable aux phénomènes météorologiques – vulnérabilité exacerbée par les changements climatiques. L'agriculture familiale est la plus vulnérable (particulièrement en ce qui concerne les femmes et les jeunes adultes), principalement en raison de la faible diversification des revenus.
3. L'agriculture est un important secteur de l'économie et le principal moyen d'existence pour une importante partie de la population. Le Gouvernement caboverdien veut s'attaquer en premier lieu à la modernisation de l'agriculture familiale, au développement de filières efficaces et au renforcement des synergies entre les secteurs agro-alimentaire et touristique.
4. Dans ce cadre, l'objectif du COSOP 2019-2024 est de contribuer à une amélioration durable du mode de vie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes adultes.
5. Les trois objectifs stratégiques du COSOP qui contribuent à l'exécution du Plan de développement durable stratégique 2017-2021 et à l'atteinte des objectifs de développement durable sont les suivants:
  - Objectif stratégique 1: Accroître la résilience des populations rurales aux effets des changements climatiques, l'accent étant porté sur la mobilisation et la gestion de l'eau;
  - Objectif stratégique 2: Soutenir le développement de filières agricoles et appuyer l'économie locale en tenant compte du potentiel et des caractéristiques particulières de chaque région;
  - Objectif stratégique 3: Faire des démarches auprès des partenaires en vue d'établir un dialogue politique sur les principaux enjeux de développement qui touchent les paysans pauvres, les jeunes adultes et les femmes.
6. Un financement additionnel de 6,27 millions de dollars sera attribué au Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER) pour la période allant de 2019 à 2021; il permettra de consolider et d'intensifier les activités actuelles. Un nouveau projet (POSER II) sera élaboré pour absorber les ressources provenant du cycle de financement la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) (2022-2024).

# République de Cabo Verde

## Programme d'options stratégiques pour le pays

### I. Contexte national

#### Contexte géographique, démographique et économique

1. **Géographie et population.** Situé à environ 500 km de la côte d'Afrique de l'Ouest, Cabo Verde est un archipel de 10 îles<sup>1</sup> à la population estimée en 2016 à 531 000 habitants<sup>2</sup> et dont le taux de croissance annuelle est de 1,2%<sup>3,4</sup>. Près de 56% de la population vit sur l'île de Santiago<sup>5</sup>; 46% a moins de 25 ans et 33% vit en milieu rural<sup>6</sup> (contre 38% en 2010). Des sécheresses régulières ont contraint d'importantes couches de la population à déménager en ville ou sur d'autres îles, voire à émigrer: 600 000 Caboverdiens vivent à l'étranger. L'émigration concerne essentiellement les jeunes adultes (moins de 35 ans), les femmes de moins de 24 ans et les hommes dont l'âge est compris entre 24 et 44 ans<sup>7</sup>. En 2015, Cabo Verde avait un indice de développement humain composite de 0,648, ce qui le plaçait au 122<sup>e</sup> rang au niveau mondial<sup>8</sup>. Son indice de développement humain ajusté aux inégalités était de 0,518; il est le 38<sup>e</sup> pays le moins corrompu sur 176<sup>9</sup> (premier à ce niveau parmi les pays de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et 127<sup>e</sup> sur 190 pays au classement de la facilité de faire des affaires<sup>10</sup>.
2. **Contexte macroéconomique.** Depuis 1991, Cabo Verde se démocratise; sa stabilité politique est un des facteurs qui explique les importants progrès accomplis depuis. Le produit intérieur brut (PIB) a crû en moyenne de 5% par an au cours de la période allant de 2002 à 2010. Depuis 2008, Cabo Verde est classé parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. De 2011 à 2015, la réduction de l'aide au développement et de l'accès aux prêts concessionnels, conjointement à la crise financière mondiale, a induit une forte baisse du taux de croissance annuelle (1,5%). Depuis 2016, il y a eu des signes de reprise économique, avec une croissance de 3,6%<sup>11</sup> due à la baisse du prix du pétrole et aux investissements étrangers directs. Le PIB par habitant était de 2 970 USD en 2016<sup>12</sup>, inégalement réparti d'une île à l'autre: près de 6 000 dollars par habitant sur les îles touristiques de Sal et de Boa Vista, et à peine 2 500 dollars par habitant sur les îles à prépondérance agricole. En 2016, la dette nationale équivalait à 130% du PIB<sup>13</sup>, chiffre qui devrait être ramené à 87% d'ici 2021<sup>14</sup>, grâce à l'accélération de la croissance du PIB. En 2016, les envois de fonds par les Caboverdiens vivant à l'étranger ont été estimés à plus de 212 millions de dollars<sup>15</sup>, soit 12% du PIB<sup>16</sup>. Ces envois de fonds représentent plus de 48% des fonds externes injectés à Cabo

<sup>1</sup> Superficie totale: 4 030 km<sup>2</sup>. Les îles septentrionales sont Boa Vista, Sal, Santa Lúzia, Santo Antão, São Nicolau et São Vicente; les îles méridionales sont Brava, Fogo, Maio et Santiago.

<sup>2</sup> INE, *Anuário Estatístico de Cabo Verde 2016* (2017).

<sup>3</sup> INE, *Estatísticas das famílias e condições de vida - Inquérito Multi-objectivo Contínuo (IMC) 2016* (2017).

<sup>4</sup> Recensement de la population et du logement en 2010.

<sup>5</sup> Répartition de la population par île: Santiago, 56%; São Vicente, 15%; Santo Antão, 8%; Sal, 6,7%; Fogo, 6,6%; São Nicolau, 2,4%; Boa Vista, 2,3%; Maio, 1,3%; et Brava, 1,2%.

<sup>6</sup> Recensement de la population et du logement en 2010.

<sup>7</sup> *Migração em Cabo Verde, Perfil nacional 2009*

<sup>8</sup> PNUD, Rapport sur le développement humain 2016.

<sup>9</sup> *Corruption Perception Index 2016*.

<sup>10</sup> *Doing Business 2018*.

<sup>11</sup> PEDS.

<sup>12</sup> Banque mondiale.

<sup>13</sup> Banque africaine de développement.

<sup>14</sup> IMF, *Cabo Verde - Staff Report for the 2016 Article IV Consultation - Debt Sustainability Analysis* (2016).

<sup>15</sup> Banque mondiale.

<sup>16</sup> Banque de Cabo Verde.

Verde, le reste se composant de l'aide étrangère (26%) et des investissements étrangers privés (26%)<sup>17</sup>.

3. **Économie.** Cabo Verde est un petit État insulaire en voie de développement caractérisé par un faible taux d'imposition, un marché de taille modeste et fragmenté, et une diversification économique limitée. Son économie repose essentiellement sur les services, dont le tourisme, les transports, le commerce et les services publics. Pris ensemble, ces secteurs comptaient pour 61,3% du PIB du pays<sup>18</sup>. Le tourisme est le secteur dominant, constituant à lui seul 21% du PIB<sup>19</sup>. Le développement de cette activité, qui a ouvert de nombreuses possibilités d'emploi, a déclenché une nouvelle vague de migration intérieure en direction des îles touristiques de Sal et de Boa Vista. La plupart des financements extérieurs (jusqu'alors surtout représentés par les envois de fonds et par l'aide publique au développement) proviennent aujourd'hui d'investissements privés et de l'exportation de services. La part du secteur industriel dans le PIB s'élève à 18,5%<sup>20</sup>. La contribution de l'agriculture au PIB était quant à elle estimée à 6,4% en 2017<sup>21</sup>. Ce dernier secteur emploie 67,7% de la population active (78,5% des femmes et 62% des hommes)<sup>22</sup>. L'alimentation et l'énergie représentaient quelque 40% des importations en 2016. Près de 80% des denrées alimentaires sont importées.
4. **Changements climatiques.** Cabo Verde est doté d'un climat subtropical sec et sahélien, marqué par une saison pluvieuse de juillet à octobre. Les précipitations, variables (60 mm en moyenne sur les îles plates, entre 240 et 550 mm sur les îles montagneuses), sont mal et irrégulièrement réparties, entraînant un fort ruissellement et une forte érosion en raison du relief escarpé. Depuis 1960, le pays a souffert d'un cycle de sécheresses. Les modèles climatiques prévoient une hausse de 1,2 °C de la température<sup>23</sup> en 2030 par rapport à la période de référence (1951-1980), avec une extension de la saison sèche et un accroissement de la fréquence des pluies torrentielles, accompagnées par la montée du niveau de la mer, ce qui accroît le risque d'intrusion saline.
5. **Agriculture, élevage et pêche.** En 2015, 99,7% des unités de production agricole étaient des exploitations familiales; ces exploitations étaient au nombre de 45 400<sup>24</sup>. Environ 70% d'entre elles s'étendent sur moins d'un hectare de terres. La majorité se trouvent sur les îles de Santiago (55% d'entre elles), de Santo Antão (15%) et de Fogo (13%). La population paysanne était estimée en 2015<sup>25</sup> à 182 000 personnes (35% de la population totale); cette population est en baisse par rapport à 2004, où elle comptait alors 222 000 personnes (53% de la population totale).<sup>26</sup> La majorité (57%) des terres sont cultivées par leurs propriétaires; 21% sont cultivées par des métayers et 12,5% par des locataires<sup>27</sup>.

<sup>17</sup> Selon la Banque mondiale (2016), 439,6 millions de dollars ont été injectés dans l'économie caboverdienne, dont: envois de fonds personnels – 212 millions de dollars; fonds privés étrangers – 114,2 millions de dollars; subventions –114 millions de dollars.

<sup>18</sup> Banque mondiale.

<sup>19</sup> Banque centrale de Cabo Verde.

<sup>20</sup> Banque mondiale.

<sup>21</sup> Banque mondiale.

<sup>22</sup> Organisation internationale du Travail, base de données ILOSTAT. (données datant de novembre 2017) – *Employment in agriculture (per cent of total employment)*.

<sup>23</sup> Ce chiffre étant la moyenne des deux scénarios RCP2.6 et RCP8.5 pour la période allant de 2020 à 2039, comparée à celle de 1951-1980. La moyenne pour le scénario RCP2.6 est +1,17 °C, contre +1,32 °C pour le scénario RCP8.5. Les données climatiques proviennent des modèles climatiques CMIP5 du cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, distorsion corrigée. Source: Hempel et al. (2013), élaboré par Baarsch et al. (2017).

<sup>24</sup> Recensement agricole 2015.

<sup>25</sup> ibid.

<sup>26</sup> Population agricole en 2004 (RGA 2015).

<sup>27</sup> Recensement agricole, 2004.

6. Seuls 36 000 hectares de terres sont arables (9% de la superficie totale du pays), dont 30 000 sont cultivées. La topographie, l'irrégularité des pluies et l'insuffisance de l'accès à l'eau limitent la productivité des ménages ruraux, qui s'adonnent essentiellement à l'agriculture pluviale (maïs, haricots vers et manioc) et à l'élevage à petite échelle. Bien qu'on estime à 3 475 hectares la superficie irrigable, seuls 2 300 hectares sont effectivement irrigués (principalement sur les îles de Santiago et de Santo Antão)<sup>28</sup>. Les cultures irriguées (canne à sucre, bananes, cultures maraichères et fruits) sont cultivées par un quart des exploitations familiales. Les principales cultures commerciales sont la canne à sucre, le raisin et le café. La transformation des produits agricoles se limite à la canne à sucre (avec laquelle on fabrique le *grogue*, un genre de rhum), aux fruits (vin, friandises et liqueurs), au lait de chèvre (fromage) et au café.
7. Pratiquement toutes les exploitations familiales pratiquent un élevage extensif ou semi-intensif (par enclos et clôtures). En 2015, l'élevage concernait surtout les caprins (107 600 têtes) et les porcins (67 000 têtes), bien qu'on trouvât également des bovins, ovins et volailles (630 000 têtes de races locales)<sup>29</sup>. La faiblesse de l'accès en eau et le manque de forages forment une contrainte majeure.
8. Près de 5% de la population économiquement active s'adonne à la pêche de subsistance. Ce sont généralement les femmes qui se chargent de l'aspect commercialisation de cette activité. La flotte de pêche industrielle, concentrée sur les îles de São Vicente, Sal et Santiago, comprend une centaine de bateaux<sup>30</sup>.
9. L'agriculture, l'élevage et la pêche demeurent un secteur important de l'économie caboverdienne et une source de revenu et de nutrition de qualité pour la population rurale. Le gouvernement souhaite investir dans la modernisation de l'agriculture familiale et de la pêche afin d'intensifier les synergies entre l'activité agricole et le secteur touristique tout en valorisant les ressources locales, les savoirs et les caractéristiques uniques de chaque île. Cette approche vise à réduire les inégalités et disparités de revenu et de qualité de vie entre les îles ainsi qu'entre populations rurales et urbaines.
10. **Contexte de la pauvreté rurale.** Cabo Verde est le plus dynamique des pays africains s'agissant de lutter contre la pauvreté; s'appuyant sur la bonne gouvernance<sup>31</sup>, la croissance et les envois de fonds, le pays a procédé à des investissements publics dans les services économiques et sociaux. Le taux de pauvreté est ainsi passé de 58% en 2002 à 35% en 2015<sup>32</sup>. Les autorités du pays aspirent à ramener ce taux de pauvreté à 28% d'ici 2021<sup>33</sup>. Les inégalités sont elles aussi en baisse constante: l'indice de Gini est passé de 0,53 en 2001-2002 à 0,42 en 2015. Toutefois, la pauvreté est toujours de 48% dans les zones rurales, alors qu'il n'est que de 28% dans les zones urbaines. La majorité des ménages ruraux pratique toujours l'agriculture de subsistance; la faible diversification et les bas rendements de ce type d'agriculture, associés à la modestie des revenus, empêchent un accès correct à des sources d'alimentation adéquates et nutritives ainsi qu'aux services sociaux de base (soins de santé et eau potable). Les données indiquent une hausse du taux d'accès à une source d'eau potable, qui est passée de 69% de la population en 2009 à 91% en 2013 – due en grande partie à l'amélioration de l'accès à l'eau publique, qui passe de 23% à 60% de la population

<sup>28</sup>Base de données statistiques fondamentales de l'Organisation FAOStat, 2015.

<sup>29</sup>*Anuário Estatístico de Cabo Verde, 2016.*

<sup>30</sup>*Ibid.*

<sup>31</sup> En 2017, Cabo Verde a été classé 4<sup>e</sup> meilleur pays africain en termes de bonne gouvernance dans l'indice général Mo Ibrahim sur la gouvernance en Afrique (54<sup>e</sup> position mondiale).

<sup>32</sup>*Anuário Estatístico de Cabo Verde, 2016.*

<sup>33</sup> PEDS.

sur la même période. Néanmoins, des disparités persistent entre les zones urbaines et les zones rurales, et d'une municipalité à l'autre<sup>34</sup>.

11. Sur les îles où les secteurs du tourisme et de la construction sont les plus développés, on trouve beaucoup plus d'offres d'emploi et un taux de pauvreté bien moindre (19% sur Sal et 7% sur Boa vista). L'incidence de la pauvreté est supérieure dans les îles où domine l'agriculture: Fogo (50%), Santo Antão (46%), São Nicolau (45%) et Brava (44%). Plus de la moitié des pauvres (60% d'entre eux) vit sur l'île de Santiago, qui est aussi l'île la plus peuplée.
12. La pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire sont étroitement liées. L'insécurité alimentaire et la malnutrition à Cabo verde (qui touchaient 20% des ménages en 2005<sup>35</sup>) vont de pair avec l'inégalité de l'accès à des aliments nutritifs (fruits, viande et poisson) et avec la consommation d'aliments transformés de basse qualité (contenant beaucoup de graisse et de sucres raffinés), surtout dans les zones urbaines<sup>36</sup> – ce qui fait ressortir le triple fardeau de la malnutrition: sous-alimentation, déficience en microéléments et obésité<sup>37</sup>. Le système de santé national fait face à une hausse constante de la prévalence de maladies non transmissibles.
13. La prévalence au niveau national de la malnutrition chronique chez les enfants âgés de moins de 5 ans est de 9,7%<sup>38</sup>; elle est cependant plus élevée dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Par ailleurs, 27% des adultes sont en surpoids et 11% obèses; la majorité de ces personnes sont des femmes. Du point de vue de la nutrition et de la santé publique, l'anémie est la plus importante maladie infantile chez les enfants de 2 à 5 ans; elle touche 40% des enfants de moins de 10 ans et 29% des femmes âgées de 15 à 49 ans.
14. **Groupe cible du FIDA.** Les petits agriculteurs à bas revenus, particulièrement les femmes et les jeunes adultes constituent le groupe cible du FIDA.
15. Les femmes sont vulnérables du fait du poids élevé de leurs responsabilités tant dans le ménage que dans l'agriculture, de leur manque d'indépendance économique et financière et de la faiblesse de leur accès aux facteurs de production. En 2015<sup>39</sup>, 21% des ménages ruraux étaient dirigés par des femmes pauvres. Le manque d'accès à la terre les pousse dans une large mesure à des activités d'après-récolte, souvent dans le secteur informel, employant des pratiques traditionnelles. Malgré un taux d'alphabétisation satisfaisant (74%), la participation de ces femmes aux prises de décisions reste minime.
16. Le manque d'accès aux facteurs de production, à la terre en particulier, est aussi un problème pour les jeunes adultes; il les pousse vers i) la prestation de services agricoles, ii) le petit élevage, iii) des activités non agricoles et iv) l'exode rural. Le chômage est élevé parmi les jeunes adultes (15-24 ans), avec un taux de 35% malgré un bon niveau d'études<sup>40</sup> et même si, ici aussi, on constate d'importants écarts entre zones rurales et urbaines et en fonction du sexe (37% de chômage pour les femmes contre 31% pour les hommes). Néanmoins, il existe des exemples de jeunes entrepreneurs qui ont investi dans l'agriculture commerciale, se sont appropriés des techniques modernes telles que l'agriculture hydroponique, ont opté pour des récoltes de qualité et saisissent les occasions qui s'offrent sur les marchés locaux.

<sup>34</sup> IMC 2013.

<sup>35</sup> Enquête sur la vulnérabilité alimentaire des ménages ruraux 2005.

<sup>36</sup> PNAN 2015-2020.

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> IPAC (Enquête sur la prévalence de l'anémie) 2009.

<sup>39</sup> INE.

<sup>40</sup> On estimait en 2013 à 9,3 ans le nombre moyen d'années d'études pour les jeunes adultes.

### **Politiques et stratégies sectorielles**

17. La République de Cabo Verde dispose d'un Plan stratégique de développement durable pour 2017-2021 (PEDS) visant à mettre en œuvre le programme du gouvernement de la 9<sup>e</sup> législature. Le PEDS compte quatre objectifs<sup>41</sup>; il est aligné sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030.
18. Reposant sur trois piliers<sup>42</sup>, le PEDS sera mis en œuvre via 35 programmes au moyen de plans de développement régional étroitement liés à la nouvelle politique de décentralisation, ce qui permettra de valoriser les caractéristiques et ressources de chaque île. Ces plans régionaux incluent des mécanismes pour le dialogue et la consultation avec les acteurs locaux ainsi que le développement de capacités pour la mobilisation et la gestion des ressources via un engagement fort de la part des municipalités.
19. Un Plan national d'investissements agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle (PNIASAN) est en cours d'élaboration. Les activités seront les suivantes: a) renforcer la production et la productivité de l'agriculture; b) accroître la sécurité alimentaire et nutritionnelle; c) promouvoir les filières agricoles et d) améliorer la capacité d'adaptation et de résilience face aux changements climatiques. Le PNIASAN sera complété par: i) le Plan stratégique d'extension rurale 2017-2026, ii) le Plan stratégique 2017-2024 du Système national de recherche agricole; iii) la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et la nutrition et iv) le Plan stratégique relatif aux statistiques rurales et agricoles 2015-2021.
20. En 2015, Cabo Verde est devenu le premier pays africain à adopter une charte de croissance bleue pour une pêche durable; le pays s'oriente à présent vers la mise en place d'un Plan national d'investissement pour l'économie bleue<sup>43</sup>.
21. Au titre de ses contributions prévues déterminées au niveau national, le pays compte soutenir la gestion intégrée des ressources en eau pour l'obtention d'un régime alimentaire stable et adapté, l'adaptation des systèmes agrosylvopastoraux et la protection du littoral.

## **II. Enseignements et résultats précédents**

22. En 2016, le FIDA a établi une note de stratégie de pays pour Cabo Verde afin d'apporter des modifications à son cadre d'intervention pour la période 2016-2018, afin de se conformer davantage aux nouvelles priorités publiques que sont l'investissement dans l'agriculture, la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté, l'adaptation aux changements climatiques et la mise en œuvre des contributions prévues déterminées au niveau national.
23. L'objectif général de la note de stratégie de pays était d'« améliorer durablement la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ménages ruraux pauvres ». Les deux objectifs stratégiques étaient les suivants: i) objectif stratégique 1: « Les ressources naturelles sont mobilisées et gérées de façon durable et résiliente face aux changements climatiques »; ii) objectif stratégique 2: « Des options économiques durables et porteuses sont largement adoptées par les ménages ruraux ». Ces deux objectifs sont toujours d'actualité et seront renforcés dans le COSOP.

---

<sup>41</sup> Objectifs du PEDS: i) faire de Cabo Verde une économie circulaire située au centre de l'Atlantique; ii) garantir le caractère durable de l'économie; iii) assurer l'inclusion sociale et la réduction des inégalités et des asymétries; et iv) renforcer la souveraineté.

<sup>42</sup> Piliers du PEDS: i) économie: tourisme, économie (bleue) de la pêche et de l'océan, agriculture, marché du travail, environnement, biodiversité; ii) situation sociale: inclusion sociale, égalité femmes-hommes, santé, sécurité sociale; iii) souveraineté: démocratie, régionalisation, politique étrangère.

<sup>43</sup> Qui est en train d'être préparé, avec le soutien de la FAO.

24. Ces objectifs stratégiques définissent le cadre dans lequel s'inscriront les projets actuellement supervisés par le Ministère de l'agriculture et de l'environnement, à savoir:
- le Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales (POSER) 2013-2019, dont le budget total est de 22,5 millions de dollars, cofinancé par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire et mis en œuvre sur sept des dix îles;
  - le POSER-Climat, mis en œuvre sur quatre des dix îles, qui est un programme complémentaire pour l'adaptation aux changements climatiques lancé en 2017 pour une période de quatre ans, financé par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne à hauteur de 4 millions de dollars.
25. Depuis 2000, le FIDA appuie Cabo Verde dans sa lutte contre la pauvreté via la mise en œuvre du Programme de lutte contre la pauvreté rurale et, aujourd'hui, du POSER et du POSER-Climat. À l'origine, les interventions du POSER visaient principalement l'accès aux services sociaux de base, avant d'être davantage orientées vers des microprojets économiques à l'impact socioéconomique marqué sur les différents ménages bénéficiaires, ce qui a permis de réduire l'ampleur des déboursements. De 2014 à 2017, le POSER a permis de mettre en place 505 microprojets, dont 43 ont facilité l'accès aux services de base (eau, enseignement, santé, etc.) et 462 étaient de nature économique (agriculture, élevage, pêche). Le bilan à mi-parcours du POSER (en novembre) comprenait une analyse économique et financière de 15 types de microprojets économiques (voir appendice II) qui a révélé la robustesse de leur performance économique. Le nombre de bénéficiaires était d'environ 10 500 personnes, dont 53% de femmes et 17% de jeunes adultes. Néanmoins, ces interventions n'ont pas suffi à initier un développement local durable, de sorte qu'une nouvelle orientation a été adoptée en faveur d'une hausse des investissements collectifs, ce qui devrait permettre aux projets d'atteindre un plus grand nombre de bénéficiaires et de contribuer au développement local en professionnalisant les exploitations agricoles et en accélérant leur accès à des marchés porteurs. Cette approche, adoptée par le POSER et le POSER-Climat relativement à l'eau et conformément à la stratégie publique, est confirmée dans les approches stratégiques du COSOP.
26. Les principales leçons tirées de l'expérience des projets financés par le FIDA à Cabo Verde peuvent être résumées comme suit:
- i) **Approche.** Les microprojets donnent des résultats pour un nombre de personnes limité, mais nécessitent des investissements catalyseurs collectifs dans la gestion de l'eau afin d'obtenir un impact appréciable et durable sur le plan socioéconomique. En l'occurrence, les microprojets de pêche collective ont permis l'implication d'un plus grand nombre de bénéficiaires (par rapport aux autres projets) et devraient par conséquent être privilégiés et plus largement appliqués lors des futures interventions.
  - ii) **Ressources hydriques.** La mobilisation et la gestion de l'eau sont des aspects critiques pour le développement humain, social et économique de Cabo Verde; ceux-ci doivent se trouver au cœur de tous les investissements et interventions futurs.
  - iii) **Ciblage, égalité femmes-hommes et jeunes adultes.** La méthode de ciblage du POSER, qui se fonde sur le dialogue local, s'est traduite par une large participation du public, y compris des femmes et des jeunes adultes.

Des outils de ciblage des jeunes adultes et des femmes sont nécessaires pour garantir leur rôle dans les associations locales.<sup>44</sup>

- iv) **Rapprocher les parties prenantes et favoriser la concertation.**  
Le soutien aux associations locales et aux comités de partenaires régionaux a facilité et amélioré la concertation et la coopération entre les différents acteurs ruraux, privés comme publics, ce qui a entraîné une hausse du nombre d'adhérents à ces associations ainsi qu'une hausse et une diversification des membres de ces comités<sup>45</sup>. Les associations locales jouent un rôle majeur s'agissant d'amener la population à exprimer ses besoins et à formuler ses priorités. Les compétences de planification, de financement, de gestion et de discussion développées dans les comités de partenaires régionaux seront adaptées en fonction des nouvelles orientations politiques en matière de développement local.
- v) **Le dialogue avec les partenaires techniques et financiers** est indispensable pour maximiser les complémentarités et les synergies au niveau local et pour appuyer la politique du gouvernement.

### III. Objectifs stratégiques

#### L'avantage comparatif du FIDA

- 27. Le FIDA est un important partenaire du Gouvernement caboverdien en raison de l'efficacité de son appui dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire ainsi que dans la stimulation de la croissance rurale. Son avantage comparatif à Cabo Verde se fonde sur: a) les retombées notoires que ses projets ont eues pour les populations et groupes sociaux les plus désavantagés, particulièrement les paysans, les femmes et les jeunes adultes; b) son approche qui assure un traitement équitable des hommes et des femmes et l'appui aux jeunes adultes; c) son expérience d'appui au dialogue local et de contribution à la création de nouveaux scénarios et outils pour la planification locale envisagée par le Gouvernement dans sa nouvelle politique de régionalisation; d) la concentration des investissements pour un meilleur accès à l'eau et une meilleure gestion de l'eau, visant à accroître la productivité, la capacité de résilience (notamment face aux changements climatiques) et la diversification de la production.
- 28. Le FIDA fonde son action sur son expérience acquise à l'échelle nationale et internationale pour assurer la durabilité de ses interventions. L'accroissement de sa participation aux activités hors prêts entraînera un plus grand recours à ses ressources en matière de gestion de programme de pays pour aborder les enjeux stratégiques, dont l'octroi d'une assistance technique pour le renforcement des capacités des institutions centrales et décentralisées. En ce moment, le FIDA appuie (par un don) le renforcement des capacités de suivi et évaluation du personnel du Ministère de l'agriculture et de l'environnement, avec des améliorations remarquables en termes de performance du personnel. L'instauration d'évaluations du dossier de projets effectuées en commun par le FIDA et les représentants du Gouvernement constituera une nouvelle étape dans la gestion stratégique des ressources.

#### Objectifs stratégiques

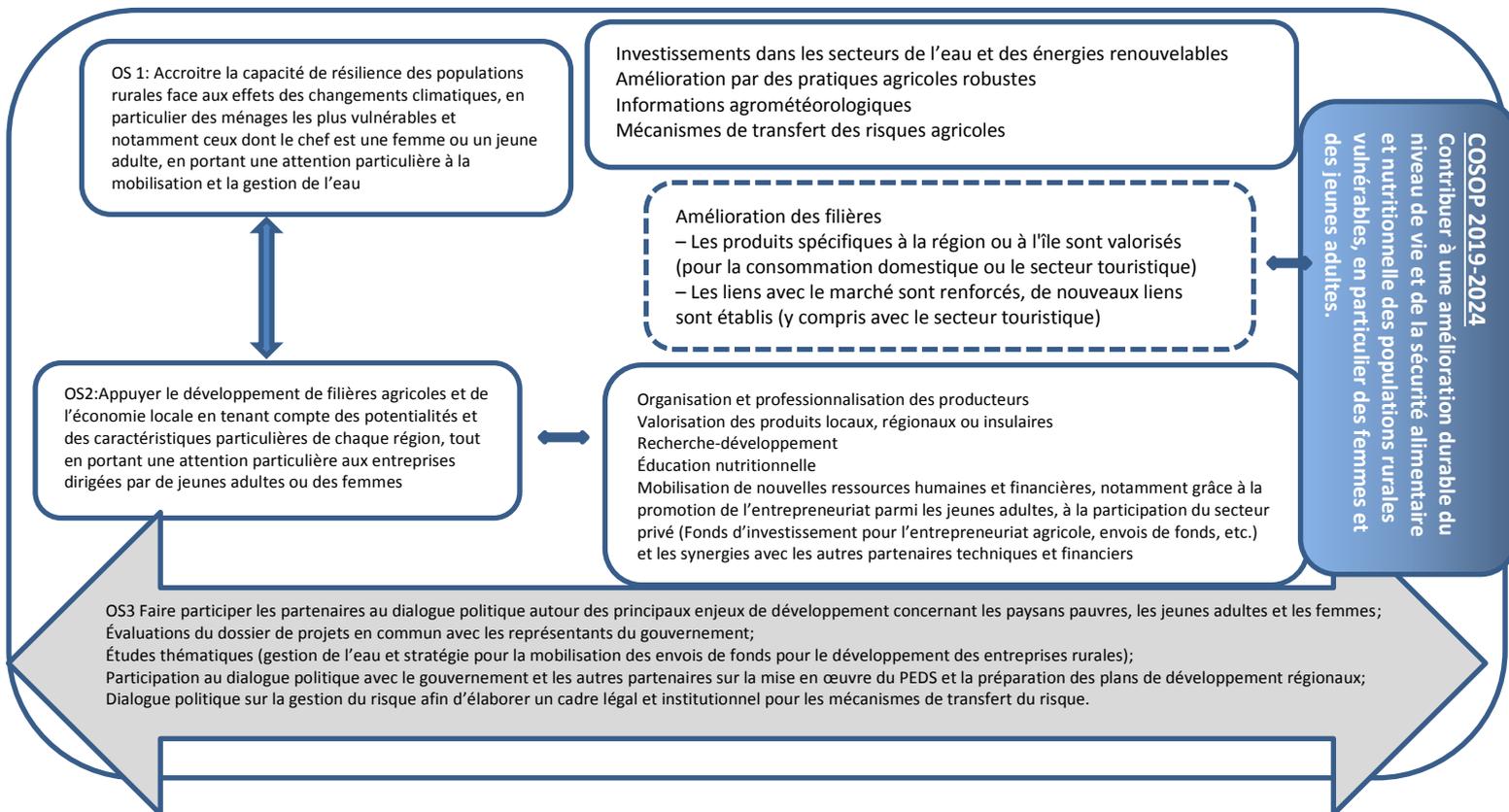
- 29. Le but du COSOP 2019-2024 pour Cabo Verde est de contribuer à l'amélioration durable du niveau de vie et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales vulnérables, en particulier des femmes et des jeunes adultes.

<sup>44</sup> Les partenariats déjà institués au sein du POSER seront renforcés avec l'Institut de Cabo Verde pour l'égalité et l'équité entre hommes et femmes; l'objectif étant de formuler et exécuter une stratégie de ciblage et d'assurer un ciblage systématique et rigoureux des groupes vulnérables recensés.

<sup>45</sup> Par exemple, le comité de partenaires régionaux de Santo Antão compte en ce moment 128 membres, parmi lesquels 98 associations locales, 16 ONG, 11 services publics et 3 mairies sur l'île. En 2004, il ne comptait parmi ses membres que 37 associations locales.

30. Ce cadre inclut trois objectifs stratégiques, issus du Plan de développement durable stratégique 2017-2021 et tenant compte des avantages comparatifs du FIDA et des enseignements tirés des programmes précédents et actuels. Ces objectifs renforcent ceux de la Note de stratégie de pays 2016-2018. Le nouveau COSOP s'alignera aussi sur les trois objectifs stratégiques et sur les résultats attendus du nouveau Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.

**Figure 1. Diagramme de théorie de changement COSOP**



31. **Objectif stratégique 1:** Accroître la résilience des populations rurales face aux effets des changements climatiques, en particulier des ménages les plus vulnérables et notamment ceux dirigés par une femme ou un jeune adulte, en portant une attention particulière à la mobilisation et la gestion de l'eau. Cet objectif stratégique s'ancre dans la stratégie de gestion des risques agricoles<sup>46</sup>, qui sera mise en œuvre via les activités suivantes:

- i) investissements dans les secteurs de l'eau et des énergies renouvelables: projets d'infrastructure hydrique (mobilisation, réservoirs et réseaux); énergies renouvelables; systèmes de collecte, traitement et stockage des eaux usées et de l'eau de pluie et des eaux usées;
- ii) amélioration par des pratiques agricoles résilientes: formation et diffusion d'une agriculture intelligente sur le plan climatique, avec une attention particulière portée sur la gestion de l'eau;
- iii) informations agrométéorologiques: accroissement de la densité du réseau de stations météorologiques; adaptation des modèles de prévision

<sup>46</sup> Les étapes de la stratégie de gestion des risques agricoles sont: la détermination des risques, l'analyse, la réduction et la prévention, la préparation d'activités d'atténuation et, enfin, le transfert des risques et le relèvement.

- météorologiques saisonnières; amélioration des informations agricoles et du système d'alerte précoce; formation du personnel du ministère;
- iv) mécanismes de transfert des risques agricoles: études, expérimentations et soutien technique et financier pour l'assurance locale.
32. **Objectif stratégique 2:** Soutenir le développement de filières agricoles et de l'économie locale en tenant compte des potentialités et des caractéristiques uniques de chaque région, tout en portant une attention particulière aux entreprises dirigées par de jeunes adultes ou des femmes<sup>47</sup>. Les grandes lignes de l'intervention pour l'atteinte de cet objectif stratégique et pour l'amélioration des résultats en termes nutritionnels ainsi que pour le renforcement des liens avec le secteur touristique sont les suivantes:
- i) L'introduction d'une approche filière, dont: a) l'organisation et la professionnalisation des producteurs (en particulier les femmes et les jeunes adultes) actifs dans l'agriculture et principalement le maraîchage et l'horticulture, l'élevage et la pêche; et b) la valorisation des produits locaux et leur certification, leur étiquetage et leur accès aux marchés locaux et touristiques;
- ii) La recherche et le développement (R&D) pour l'introduction et l'adoption de nouvelles technologies;
- iii) L'éducation nutritionnelle et la communication sur la diversification du régime alimentaire;
- iv) La mobilisation de nouvelles ressources humaines et financières, notamment grâce à la promotion de l'entrepreneuriat parmi les jeunes adultes, la participation du secteur privé (Fonds d'investissement pour l'entrepreneuriat agricole, envois d'argent personnels, etc.) et les synergies avec les autres partenaires techniques et financiers.
33. **Objectif stratégique 3:** Faire participer les partenaires à la concertation sur les politiques sur les principaux enjeux de développement concernant les paysans pauvres, les jeunes adultes et les femmes. Cet objectif stratégique se concentre surtout sur le renforcement du dialogue avec l'administration et les autres partenaires pour assurer un meilleur impact. Les principales initiatives envisagées sont:
- i) évaluations du portefeuille de projets faites avec les représentants du Gouvernement;
- ii) études thématiques (gestion de l'eau et stratégie de mobilisation des envois de fonds pour le développement des entreprises rurales);
- iii) participation à la concertation sur les politiques menées avec les représentants du Gouvernement et les autres partenaires sur la mise en œuvre du PEDS et la préparation des plans de développement régionaux, et sur les autres grandes questions de développement telles que la gestion de l'eau, le développement local, l'énergie renouvelable, la résilience et l'attribution de droits fonciers;
- iv) concertation sur les politiques à mener concernant la gestion des risques aux fins de l'élaboration d'un cadre légal et institutionnel pour les mécanismes de transfert des risques.

---

<sup>47</sup> Avec les nouvelles procédures de conception de projet du FIDA, des ressources seront allouées expressément à la collecte de données supplémentaires à ce sujet.

34. Les résultats durables attendus du COSOP sont présentés ci-dessous.

Résultats escomptés	
Objectif stratégique 1	Les exploitations familiales ont des infrastructures pour l'accès à l'eau résilientes face aux variations météorologiques et climatiques.
	Les paysans adoptent des pratiques agricoles résilientes.
	Les systèmes d'information et d'alerte précoce sont renforcés.
Objectif stratégique 2	La régularité de l'approvisionnement en produits agricoles de qualité permet l'accès à des marchés porteurs et augmente le revenu des paysans; associé à l'éducation nutritionnelle, ce facteur améliore la nutrition.
	Des petites et moyennes entreprises gérées par de jeunes adultes et des femmes apparaissent tout au long de la filière.
Objectif stratégique 3	Le FIDA fait connaître son expérience nationale et internationale, aux côtés d'autres partenaires, notamment par des études thématiques destinées à préparer la mise en œuvre du PEDS et à élaborer les plans de développement régionaux.

35. **Les principes directeurs.** Les principes directeurs pour la mise en œuvre du COSOP 2019-2024 sont: i) la consolidation des réalisations des projets précédents du FIDA par une approche visant leur diffusion, la durabilité et le développement local; ii) une approche participative qui associe les acteurs à différents niveaux, y compris les paysans, les femmes et les jeunes adultes; iii) la recherche de synergies et de partenariats avec l'ensemble des parties prenantes.

36. **Liens avec les objectifs de développement durable (ODD).** Les objectifs stratégiques contribueront à la réalisation de l'ODD 1 (Zéro pauvreté), de l'ODD 2 (Zéro faim), de l'ODD 3 (Bonne santé et bien-être), de l'ODD 5 (égalité femmes-hommes), de l'ODD 7 (énergie propre et accessible) et de l'ODD 8 (travail décent et croissance économique).

## IV. Résultats durables

### A. Ciblage et problématique femmes-hommes

37. **Ciblage géographique et socioéconomique.** Les interventions vont cibler les îles dotées de potentialités agricoles, en particulier celles qui bénéficient du POSER-Climat (Brava, Fogo, Santiago et São Nicolau) et Santo Antão. Les zones d'intervention sur ces îles seront déterminées par les critères suivants: i) incidence de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire; ii) vulnérabilité aux changements climatiques; iii) démographie; iv) dynamique sociale actuelle (groupes, organisations partenaires, absence de conflit); v) ressources naturelles devant être valorisées; vi) existence de filières prometteuses ou de produits locaux traditionnels à valoriser sur les marchés locaux et touristiques.
38. **Groupe cible.** La première cible sera les agriculteurs familiaux, particulièrement les ménages dirigés par une femme ou par de jeunes adultes (15-35 ans). Au moins 50% des bénéficiaires seront des femmes, dont la moitié des jeunes, et 25% des bénéficiaires seront de jeunes hommes, si bien qu'au moins 50% des bénéficiaires seront de jeunes adultes.
39. On complètera les compétences entrepreneuriales des femmes et on renforcera leurs points forts dans les différents maillons des filières et réduira l'écart entre les hommes et les femmes. Les interventions doivent faire en sorte de: i) assurer un meilleur accès des femmes aux facteurs de production; ii) accroître leur participation à l'écotourisme, l'économie verte et le traitement de produits locaux (y compris la pêche); iii) encourager leur participation aux organes décisionnels.
40. Les jeunes adultes recevront une aide à l'entrepreneuriat et seront assistés dans leur recherche de travail, agricole ou non (écotourisme), l'usage d'énergies renouvelables, etc. Des mesures d'aide publique devraient faciliter l'accès à la terre et au crédit, qui constituent des obstacles à l'entrepreneuriat agricole chez les

jeunes adultes. On ciblera en particulier les jeunes entrepreneurs et agriculteurs qui ont bien mené leur barque et qui souhaitent investir plus, car ils peuvent jouer un rôle moteur dans les organisations de producteurs et pour les populations locales.

## **B. Reproduction à plus grande échelle**

41. Le programme de pays du FIDA a donné lieu à plusieurs innovations et approches performantes qui seront reproduites à plus grande échelle dans le COSOP 2019-2024. Ces changements concernent:
- i) la capacité de dialoguer qui a été acquise par les acteurs ruraux locaux (réunis dans les comités de partenaires régionaux), les producteurs et leurs associations (associations locales, coopératives) et les antennes du Ministère de l'agriculture et de l'environnement, les municipalités et le secteur privé, l'objectif étant de contribuer à la réussite des actions d'intérêt commun;
  - ii) la hausse des investissements dans les projets catalyseurs collectifs adoptés par le POSER et le POSER-Climat visant la mobilisation et la gestion de l'eau, de sorte à créer des services d'ancrage et des filières durables;
  - iii) l'extension de l'utilisation d'énergies renouvelables pour la mobilisation de l'eau (ex.: électrification des infrastructures de mobilisation d'eau par l'énergie solaire);
  - iv) la poursuite de l'autonomisation et de participation des femmes et des jeunes aux activités du programme par un ciblage efficace; les liens seront renforcés avec l'Institut caboverdien pour l'égalité et l'équité entre hommes et femmes conformément au Plan national pour l'égalité femmes-hommes 2015-2018, ainsi qu'avec l'Institut pour la promotion et le soutien aux entreprises et les jeunes entrepreneurs les plus avancés pour encourager une croissance tirée par le secteur privé et créer des possibilités de gagner sa vie pour les jeunes adultes et les femmes;
  - v) la collaboration avec les partenaires, surtout les partenaires techniques et financiers, la plateforme des organisations non gouvernementales (ONG), les autres ONG et organisations de la société civile et l'Institut caboverdien pour l'égalité et l'équité entre hommes et femmes; Le FIDA continuera également à resserrer nos liens avec les organismes des Nations unies ayant leur siège à Rome (voir la section sur les partenariats);
  - vi) l'importance accrue donnée à la production paysanne de fruits et légumes pour l'autoconsommation et à la baisse du prix des aliments hautement nutritifs tels que le poisson et ses produits dérivés, grâce à des investissements dans le secteur de la pêche.

## **C. Participation à l'élaboration des politiques**

42. À travers le COSOP, le FIDA va renforcer son soutien à l'élaboration d'une politique fondée sur l'analyse de faits et à la recherche d'investissements pour la réalisation des objectifs stratégiques du PEDS et du PNIASAN.
43. Les enseignements tirés des programmes précédents peuvent entre autres contribuer: i) à l'élaboration des plans de régionalisation et de décentralisation stratégique actuellement mis en œuvre par le Gouvernement et à la systématisation des outils destinés à aider les pouvoirs publics locaux à cibler, planifier, mettre en œuvre et assurer le suivi des interventions techniques pour surmonter progressivement les asymétries liées à l'âge, au sexe et à la région; ii) à l'appui des initiatives politiques destinées à renforcer la capacité de résilience des familles paysannes et à améliorer leur nutrition; iii) à l'exécution d'évaluations du dossier de projets en commun par le FIDA et les représentants du Gouvernement, afin d'améliorer la cohérence de l'impact; iv) à l'encouragement sur la concertation sur les politiques par la communication et un débat sur les bonnes pratiques via les

cadres de consultation afférents. À cette fin, le programme appuyera la mise en place d'un cadre de consultation national sur l'agriculture et les enjeux liés au développement rural.

#### **D. Ressources naturelles et changements climatiques**

44. La gestion de l'eau par les agriculteurs familiaux joue un rôle crucial dans l'ensemble des initiatives du FIDA, y compris le POSER-C. Tous les modèles climatiques de Cabo Verde prédisent une hausse régulière de la température, ce qui entraînera une hausse de l'évaporation et partant, des besoins en eau pour l'agriculture. De nouveaux risques commencent à se faire jour, tels que la surpompe des puits, la salinisation des sols et la salinisation graduelle des nappes phréatiques. La bonne gestion de l'eau pendant la saison des pluies et la saison sèche deviendra de plus en plus essentielle pour la réussite du développement agricole. On testera les technologies de réutilisation des eaux usées et de désalinisation.
45. Dans le cadre du COSOP, le renforcement de la capacité de résilience va de pair avec une approche intégrée de la gestion des risques. Ainsi, la résilience des équipements et infrastructures face aux tempêtes devient de plus en plus indispensable, tout comme l'accès à un approvisionnement énergétique stable pour l'industrie et le transport.

#### **E. Une Agriculture et un développement rural à dimension nutritionnelle**

46. Le COSOP s'alignera sur les stratégies du Plan national d'alimentation et de nutrition 2015-2020 et du PNIASAN pour la promotion d'un régime alimentaire sain et diversifié, comprenant une plus grande variété d'aliments de sources animales ou végétales ainsi qu'une eau potable et des aliments transformés de meilleure qualité. Les investissements pour la nutrition doivent cibler la production agricole et les filières agro-alimentaires, y compris celles qui concernent le petit élevage et les produits de la pêche, dont les produits sont riches en nutriments (tels que le fer) indispensables pour résoudre le problème de déficience en microéléments de la population caboverdienne et, entre autres, réduire la prévalence: i) de l'anémie chez les femmes enceintes et les enfants âgés de moins de cinq ans; ii) des maladies émergentes liées à de mauvaises habitudes alimentaires, telles que le surpoids et l'obésité.
47. Les stratégies de communication, de sensibilisation du public et d'information encourageront l'adoption d'habitudes alimentaires saines. Ces stratégies seront accompagnées d'activités d'éducation nutritionnelle au niveau local, via les dispensaires et les écoles.
48. De bonnes pratiques d'hygiène et d'industrie dans la production, la transformation, la commercialisation et la distribution des aliments locaux garantiront un meilleur approvisionnement en produits de qualité et hautement nutritifs (poisson, fruits et légumes) sur les marchés locaux. L'achat d'aliments locaux nutritifs et de qualité par les institutions peut également être envisagé.

## V. Réussite de la mise en œuvre

### A. Cadre de financement

49. En 2017, Cabo Verde a été admis à bénéficier de conditions de financement mixte pour 2018. On s'attend à ce que, après le cycle du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) 2022-2024 (FIDA12), le pays soit de nouveau classé, à des fins financières, dans la catégorie des petits États insulaires en voie de développement, ce qui lui permettrait d'obtenir des ressources à taux très avantageux du FIDA.
50. Le cadre de financement indicatif du COSOP-AR est déterminé par le SAFP. Le pays n'est pas inclus dans le SAFP pour le cycle FIDA11, mais il sera couvert par le cycle du SAFP 2022-2024 (FIDA12), qui pourrait être aligné sur le SAFP 2016-2018, avec une allocation de 6,3 millions de dollars<sup>48</sup>. Des financements additionnels pourraient être mobilisés auprès d'autres sources.
51. Les fonds correspondant au cycle du SAFP 2022-2024 pourraient être alloués au financement d'une nouvelle intervention visant à consolider et exploiter pleinement les réalisations du POSER et du POSER-Climat. La planification de cette intervention démarrera en 2021.

### B. Suivi et évaluation

52. Le FIDA renforcera les capacités de suivi et d'évaluation de projets et collaborera avec les partenaires locaux et internationaux pour réaliser des études thématiques et quantitatives visant à évaluer l'efficacité et l'impact du COSOP. Un cadre de gestion de résultats du portefeuille a été élaboré et chaque initiative y contribuera. Le FIDA continue d'appuyer les antennes du Ministère de l'agriculture et de l'environnement pour renforcer leur système de suivi et évaluation<sup>49</sup>, lequel, une fois opérationnel, contribuera au suivi et à l'évaluation des activités au niveau local. La concertation sur l'action publique, la gestion des savoirs et le processus de décentralisation et de régionalisation actuel seront suivis par le Centre sous-régional du FIDA à Dakar. Les activités de supervision, les évaluations à mi-parcours et les rapports intermédiaires permettront d'évaluer la pertinence des opérations du COSOP.

### C. Gestion des savoirs

53. La stratégie de gestion des savoirs tirera parti des réalisations du POSER et du POSER-Climat, dont l'organisation de réseaux thématiques pour le partage d'informations et la gestion participative des connaissances des associations et organisations de producteurs et de leurs espaces de discussion, afin de déceler les innovations pertinentes tout en améliorant les outils de communication vis-à-vis des partenaires extérieurs. Cette activité sera menée à bien via l'organisation d'événements de diffusion des résultats et des enseignements tirés, surtout en ce qui concerne: i) la planification du budget et des activités *ex ante*; ii) l'inclusion d'indicateurs de gestion des savoirs dans le système de suivi et évaluation; iii) la mise en place de systèmes robustes pour la gestion des savoirs, l'archivage électronique et les échanges avec les organismes publics; iv) les échanges entre projets; v) les activités de diffusion des informations sur les résultats.

### D. Partenariats et innovations

54. La mise en œuvre du COSOP nécessite des recherches thématiques et l'établissement ou le renforcement de liens avec les différents États partenaires, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Comme le partenariat avec la coopération espagnole, qui a cofinancé le POSER via le Fonds fiduciaire du

<sup>48</sup> Le financement additionnel soutiendra un nombre limité d'activités extérieures au projet, dont le renforcement des capacités du personnel du Ministère et la mise en place d'un système efficace de suivi-évaluation sectoriel.

<sup>49</sup> Projet pour le renforcement des capacités du système de suivi-évaluation national à Cabo Verde.

mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, des partenariats sont envisagés avec les partenaires techniques et financiers actifs dans les mêmes secteurs, dont les autres organismes des Nations unies et l'Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement. Le FIDA mobilisera un cofinancement des partenaires actuels à Cabo Verde (coopération espagnole) et des fonds pour le climat et l'environnement (Fonds vert pour le climat, Fonds pour l'environnement mondial, etc.). La collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome inclura des partenariats étroits avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour la mobilisation durable de l'eau pour l'agriculture et pour le traitement des eaux usées et l'usage de l'eau désalinisée, ainsi qu'avec le Programme alimentaire mondial pour relier les agriculteurs aux marchés institutionnels et au programme d'alimentation à l'école. La société civile (ONG et Plateforme des ONG) et le secteur privé seront des partenaires préférentiels. Ces partenariats amélioreront: i) les synergies et leur complémentarité; ii) la mise en commun des ressources; iii) le cofinancement; iv) le partage de savoirs et d'informations; v) le dialogue dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche; vi) les évaluations conjointes de la performance globale des projets financés par le FIDA.

55. Certaines interventions doivent être considérées comme des innovations pour les programmes du FIDA à Cabo Verde, notamment:
- i) Pour l'objectif stratégique 1: a) la mobilisation, le traitement et le stockage de l'eau de pluie; b) l'utilisation accrue des énergies renouvelables dans l'agriculture.
  - ii) Pour l'objectif stratégique 2: a) l'approche filière, surtout par la valorisation des produits locaux traditionnels; b) l'établissement de liens entre les produits locaux et le tourisme; c) les achats institutionnels; d) la mobilisation des transferts de fonds et des investissements privés dans le secteur agro-alimentaire; e) l'organisation et la professionnalisation des organisations de producteurs dans les filières prometteuses.
  - iii) Pour l'objectif stratégique 3: Une évaluation du dossier de projets effectuée en commun par le FIDA et les représentants du Gouvernement, et le soutien à l'élaboration d'une stratégie pour la mobilisation des envois d'argent privés pour le développement des entreprises rurales.

## **E. Coopération Sud-Sud et triangulaire**

56. On cherchera des possibilités de mobiliser des ressources additionnelles pour la mise en œuvre du PEDS et pour la promotion du plan d'extension du COSOP. Ces possibilités incluront la création ou le renforcement de plateformes de savoirs, d'échanges Sud-Sud et d'études thématiques.
57. Le COSOP encouragera le partage de savoirs et d'expériences avec les pays de la sous-région et les autres petits États insulaires en voie de développement, ainsi qu'avec les institutions internationales appropriées, telles que l'Entreprise brésilienne de recherche agronomique. Les expériences à amplifier incluent notamment:
- i) l'approche du FIDA en faveur d'une agriculture paysanne durable pour la sécurité alimentaire et la nutrition, dans le contexte de l'aggravation des effets des changements climatiques et de la persistance de la difficulté d'accès au marché dans les petits pays insulaires en voie de développement;
  - ii) le Programme d'appui participatif à l'agriculture paysanne et à la pêche artisanale à Sao Tomé-et-Principe, qui donne l'exemple d'un partenariat réussi entre gouvernement local, secteur privé et petits agriculteurs;
  - iii) la collaboration avec l'Entreprise brésilienne de recherche agronomique, qui a déjà un partenariat bien établi à Cabo Verde dans le domaine de la recherche

agronomique, du renforcement des capacités des instituts de vulgarisation et du transfert de technologies pour la production d'aliments.

58. Le centre sous-régional du FIDA à Dakar facilitera ces processus et tirera parti des réalisations du programme.

## Appendice I .a.:Cadre de gestion des résultats du COSOP | COSOP results management framework

Alignment with country strategies	Key results <sup>50</sup> of the RB-COSOP - IFAD contribution to country strategies			
	General objective	Impact indicators <sup>51</sup>		
Strategic Plan for Sustainable Development - PEDS 2017- 2021: <u>Objective 1.</u> Make Cabo Verde a circular economy in the mid-Atlantic; <u>Objective 2.</u> Guarantee economic and environmental sustainability; <u>Objective 3.</u> Guarantee social inclusion and the reduction of social and regional inequalities and asymmetries; <u>Objective 4.</u> Strengthen sovereignty National Programme for Agricultural Investment and Food and Nutrition Security PNIASAN (in development) Strategic Rural Extension Plan PLANEER (2017-2026); SNRA (2017-2024); National Strategy for	Contribute to sustainable improvement of the livelihoods and food and nutrition security of vulnerable rural populations especially women and young adults	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 16,000 beneficiaries of economic mobility<sup>52, 53,54</sup></li> <li>• 5 per cent chronic malnutrition in children under 5<sup>1</sup></li> </ul>		
	Strategic objectives	Results indicators <sup>55</sup>	Key indicators	Proposed indicative activity groups
	SO1. Increase the resilience of rural populations to the effects of climate change, particularly in the areas of water mobilization and management	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8,000 household report improved access to water or bodies of water <sup>1</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 40 collective enabling projects with resilient water capture and distribution systems fuelled by renewable energy</li> <li>➤ 200 ha of irrigated land developed</li> <li>➤ 1,700 ha of watersheds farmed</li> <li>➤ 4,000 households with technologies of water mobilization and treatment</li> <li>➤ 4,000 households with sustainable access to farmland</li> <li>➤</li> </ul>	Investments in water and renewable energy: collective enabling water infrastructure projects (mobilization, reservoir, network); renewable energy; rainwater and residual water capture, treatment and storage systems.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4,000 households report the adoption of sustainable technologies resilient to climate change<sup>1</sup></li> <li>• 4,000 agricultural producers have weather information</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 40 public and/or private extension workers trained in resilient agricultural practices</li> <li>➤ 4,000 people trained in agro-ecological techniques</li> <li>➤ 8 new weather stations up and running</li> <li>➤ A seasonal forecasting model tailored to</li> </ul>	Improvement of resilient farming practices: training and dissemination of climate-smart agriculture (agro-ecology)  Agrometeorological information. Densification of the network of weather stations; adaptation

<sup>50</sup> All indicators will be disaggregated by sex and age of beneficiaries

<sup>51</sup>The ongoing POSER with its ASAP component will mainly contribute to the set targets for the impact level indicators. The new project planned for 2022 once implemented will also contribute to these targets.

<sup>52</sup> IFAD manual: Taking IFAD'S Results and Impact Management System (RIMS) to the Next Level (April 2017)

<sup>53</sup> Projection based on IFAD impact assessments in terms of the number of rural dwellers whose economic situation has improved (10 per cent or more), mainly from the standpoint of income, consumption, wealth, a diversified diet or nutrition

<sup>54</sup> Estimates based on financing of 6 million USD and 50 per cent of the co-financing mobilized.

<sup>55</sup> The ongoing POSER with its ASAP component will mainly contribute to the set targets for the results level indicators. The new project planned for 2022 once implemented will also contribute to these targets.

<p>Food Security and Nutrition (ENSAN) Blue Growth Charter Nationally Determined Contribution National Irrigation Strategy (in development) National Food and Nutrition Plan– PNAN 2015 – 2020: <u>Objective 1</u>. Promote healthy eating and lifestyles among the population and, in particular, among children, pregnant women, nursing mothers and the chronically ill.)</p>			weather conditions up and running.	of seasonal weather forecasting models; strengthening of agricultural information and early warning system; training of ministry personnel.
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2,000 people living in rural areas have access to agricultural insurance services<sup>1</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Feasibility study on the risk transfer mechanism conducted</li> </ul>	Agricultural risk transfer mechanisms: Studies, experiments; technical and financial support to development of local insurances; legal and institutional framework in place.
	<p>SO2. Support the development of agricultural value chains and the local economy, based on the potential and unique characteristics of the regions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,000 rural producers report an increase in sales of quality products by region</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 6,000 people with better skills in farm management and marketing</li> <li>➤ 100 structured producers' organizations (PO) provide services to their members<sup>1</sup></li> <li>➤ 5,000 producers declare an increased in their production</li> </ul>	Organization and professionalization of producers and POs: training and advisory services for POs
			<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 collective enabling projects created for value addition of agricultural products</li> <li>➤ At least one product per island with certification of quality and/or origin</li> </ul>	Collective enabling projects for value addition of agricultural products: marketing, labelling and certification of product origin and quality, South-South exchanges;
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4,000 nutritionally vulnerable people (especially women and children)report a qualitative improvement in their diet</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 6,000 people receiving support to improve their nutrition<sup>1</sup></li> </ul>	Nutrition education: education on dietary diversification, communication
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5,000 jobs created<sup>1, 56</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 20 young entrepreneurs working with business incubators within collective enabling projects</li> <li>➤ At least 50 microenterprises or POs that have signed agreements or contracts with public or private organizations<sup>1</sup></li> </ul>	Support for micro and small rural enterprises run by women and young adults: mobilization of financing, technical training, management and marketing.
			<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ XXX additional private-sector resources mobilized including remittances from the diaspora</li> </ul>	Creation of a mechanism that promotes financing from private entities and remittances from the diaspora (SIF) in the value chains
	<p>SO3. Contribute with the partners to the policy dialogue on the major development issues.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Joint portfolio review</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 10 thematic studies conducted</li> </ul>	Thematic studies for the preparation of national and local strategic plans
		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 5 national or local regulations, policies or strategies benefitted from the experience and support of IFAD during their preparation<sup>1</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ 5 partners discussion forums to which IFAD has participated and has supported</li> </ul>	Support for policy dialogue on the major development issues (decentralization, local development, land tenure, renewable energy, resilience, climate change, agricultural insurance)

<sup>56</sup> This indicator should be disaggregated by sex, age, type of value chain, and geographic area (island).

## Appendice I .b.: Théorie du changement | Theory of change

### **RB-COSOP 2019-2024 - theory of change**

1. Cabo Verde is a politically stable country with growing agricultural potential thanks to investments in efficient water mobilization and sustainable watershed management, representing an opportunity for modernizing family farming and making it more profitable. It has had positive experiences with medium-term investments in the production and processing of agricultural products, as well as the labelling of existing local products (hydroponic garden crops, Fogo wine, Santo Antão goat cheese, etc.).

2. There are local markets for agro-food products, since more than 80 per cent of the country's food needs are met with imports. These markets consist of urban centres (both large and small) and tourist resorts that demand a regular stream of quality products in the necessary quantities. These products can be supplied through modern and dynamic commercial family farming. Developing this type of agriculture is a medium- and long-term effort, if its economic viability and sustainability is to be guaranteed.

3. To get there, IFAD's future interventions will support a certain number of value chains in areas targeted by POSER-C investments, by:

- increasing and diversifying production for the local market of each island (including institutional markets consisting of schools, universities, hospitals), due to the inter-island transport issues and costs;
- processing, certifying, and labelling products to maximize the value added received by farmers and facilitate product marketing;
- organizing the stakeholders in each value chain.

4. This shift toward economically viable commercial family farming based on the unique potential of each territory and island will make working in agriculture more attractive, encourage entrepreneurship among young adults and create direct, indirect, and induced jobs with a significant impact on the local economy.

## Recommandations de la revue à mi-parcours du POSER et de la mission de conception du RB-COSOP

1. Bien que la Note Stratégique Pays (NSP) et les programmes en cours n'aient pas été objet d'une évaluation, la formulation du RB-RB-COSOP 2019-2024 a bénéficié de la revue à mi-parcours (RMP) du Programme de promotion des opportunités socio-économiques rurales (POSER) effectuée en 2016 et des constats de la mission de conception du programme-pays.

### Revue à mi-parcours du POSER

2. La revue à mi-parcours (RMP) du POSER a été effectuée du 28 novembre au 15 décembre 2016 par une mission conjointe du FIDA, du Gouvernement de Cabo Verde et du Centre d'investissement de la FAO (TCI/FAO). Cette revue avait comme objectifs: (i) d'évaluer la performance du POSER et son impact sur les groupes cibles ; (ii) d'examiner son approche de ciblage et mécanisme de mise en œuvre pour les affiner si nécessaire ; (iii) d'accorder une attention particulière à la stratégie de sortie du programme, la durabilité des institutions communautaires renforcées et les microprojets.
3. A cette occasion il a été vérifié l'état d'avancement du programme, l'atteinte des objectifs, ainsi que l'approche, l'inclusion effective des groupes vulnérables ciblés. Les résultats les plus significatifs ont été les suivants:
  - (i) les neuf commissions régionales des partenaires (CRP) sont efficaces en tant que structures participatives locales, ont des programmes régionaux de lutte contre la pauvreté et maîtrisent la planification et la facilitation des microprojets;
  - (ii) les associations communautaires de développement (ACD) sont capables de mobiliser et dynamiser les communautés locales;
  - (iii) les microprojets économiques dans l'horticulture, l'élevage et la pêche améliorent les conditions de vie de leurs promoteurs, grâce à des modèles d'intervention rentables et des technologies adaptées aux besoins et contraintes des groupes cibles.
4. Globalement la RMP a confirmé la pertinence du POSER, l'approche communautaire articulée autour des cadres de concertation régionaux (CRP) et des associations locales (ACD), et l'adéquation de l'approche de développement des microprojets sociaux et économiques.
5. Microprojets. Les indicateurs de performance financière des 15 modèles de production dans les sous-secteurs de l'horticulture<sup>57</sup>, de l'élevage<sup>58</sup>, de la pêche<sup>59</sup> et de la petite entreprise rurale démontrent une rentabilité assez robuste pour des activités proposées. Selon les calculs de la RMP, ces microprojets permettent aux bénéficiaires de gagner un revenu appréciable, qui est au moins équivalent au revenu national moyen. Ci-dessous le tableau de la rentabilité financière des microprojets économiques. L'appréciation de la RMP sur la mise en place des microprojets économiques a été satisfaisante et les conclusions et recommandations ont été les suivantes : (i) des itinéraires techniques ont été mis en œuvre et sont en train d'être appliqués par la majorité des bénéficiaires ; (ii) la technologie promue est pertinente et adaptée aux conditions locales et à l'échelle des entreprises ; (iii) les modèles d'entreprises financés sont rentables selon les simulations et les témoignages ; (iv) le marché local réussit encore actuellement à absorber les productions sans contraintes majeures ; bien entendu, l'augmentation significative

<sup>57</sup> POSER. Referencial de elaboração de microprojecto no sector da agricultura. 2016

<sup>58</sup> POSER. Referencial de elaboração de microprojecto no sector da pecuária. 2016

<sup>59</sup> POSER. Referencial de elaboração de microprojecto no sector da pesca. 2016

du nombre de microprojets productifs nécessitera des activités structurantes de mise en marché ; (v) l'encadrement technique assuré par les Délégations régionales du MAA et des autres prestataires est de bonne qualité. Toutefois, dans le futur, il sera nécessaire de renforcer davantage l'assistance technique de façon continue auprès des bénéficiaires des microprojets économiques (agriculture, élevage et pêche) à fin d'assurer un respect scrupuleux des itinéraires techniques dans le but d'atteindre des bons résultats. Par ailleurs, il est important aussi de renforcer significativement les capacités en gestion financière des promoteurs des microprojets.

Tableau 1 : Résumé de la rentabilité financière des microprojets économiques (POSER)

Modèle	Investissement initial (ECV)	Cashflow mensuel (ECV)	Taux de rentabilité interne (%)	Valeur actuelle nette (ECV) @10%	Rapport bénéfiques / coûts (B/C)
Modèle 1 : Horticulture, plein air, goutte-à-goutte	696 300	42 251	38%	840 400	1,75
Modèle 2 : Horticulture, serre de 500 m <sup>2</sup> , hydroponique	1.35 million	69 323	44%	1,56 million	1,37
Modèle 3 : Horticulture, goutte à goutte, 2000 m <sup>2</sup>	1.46 million	66 966	37%	1.33 million	1,30
Modèle 4 : Aviculture, 500 poules pondeuses	621 100	25 592	21%	264 400	1,07
Modèle 5 : Aviculture, 500 poulets de chairs	647 200	9 926	12%	19 120	1,10
Modèle 6 : Cinq porcs à engraisser	285 100	6 387	12%	56 800	1,17
Modèle 7 : Porcs pour la production de porcelets	357 100	12 287	31%	289 530	1,19
Modèle 8 : Chièvres laitières	479 500	22 800	27%	414 130	1,29
Modèle 9 : Vaches laitières	496 000	23 805	29%	523 700	1,38
Modèle 10 : Bateau de pêche de 5 m avec moteur	683 000	15 154	14%	54 471	1,30
Modèle 11 : Bateau de pêche de 8 m	3,3 millions	186 933	203%	6,63 millions	1,95
Modèle 12 : Bateau de pêche de 11 m	19,1 millions	575 849	79%	24.1 millions	1,78
Modèle 13 : Ecotourisme	1,6 millions		43%	1,37 millions	3,67
Modèle 14 : Boulangerie	3,54 millions		131%	18,25 millions	1,23
Modèle 15 : Fromagerie	1,5 millions		150%	14,09 millions	1,07

Source : Analyse de la mission de RMP sur la base des études des consultants du POSER et des observations de terrain

6. **Recommandations.** Parmi les recommandations, certaines méritent d'être soulignées et pris en compte pour le RB-RB-COSOP 2019-2024, notamment:
  - a) Mettre plus d'accent sur les microprojets collectifs et structurants ; ceci permettra d'accélérer les décaissements et d'atteindre les objectifs en termes de bénéficiaires ; réviser le nombre total de microprojets à développer (800 microprojets au lieu de 1093) en fonction de l'enveloppe budgétaire, mais en maintenant le nombre de bénéficiaires attendus à 10 957;
  - b) Renforcer le ciblage des jeunes à travers les microprojets économiques, surtout dans les spéculations hors-sol, la commercialisation (production agricole et d'élevage, intrants et équipement agricoles), la transformation et la valorisation post-récolte ; analyser la possibilité d'organiser un réseau de commercialisation et de transformation des produits d'origine animale et végétale;
  - c) Mesurer l'impact du POSER en se basant sur le nombre de bénéficiaires atteints et les comptes d'exploitation des microprojets économiques.

## Constats et recommandations de la mission de conception du RB-RB-COSOP

7. Etat d'avancement des microprojets appuyés par POSER. Dans le cadre du POSER, de 2014 à 2017<sup>60</sup>, 505 microprojets ont été réalisés, dont 43 pour faciliter l'accès des populations aux services de base (eau, éducation, santé, etc.) et 462 à caractère économique, surtout dans l'agriculture, l'élevage et la pêche. Environ 10 500 personnes ont été touchées dont 53% femmes et 17% jeunes. La répartition de ces projets par typologie et bénéficiaires sont indiquées dans les tableaux ci-dessous.

Tableau 2 : Nombre de microprojets et de bénéficiaires du POSER de 2014 à 2017

Type de microprojets	Nombre de microprojets		Nombre de bénéficiaires	
	Objectif	Réalisé ou en cours	Objectif	Réalisé, en cours ou approuvé
Microprojet social	188	43	2 816	4 442
Microprojet économique	905	462	8 141	4 774
Emplois créés par les microprojets				1 257
<b>Total</b>	<b>1 093</b>	<b>505</b>	<b>10 957</b>	<b>10 473</b>

Tableau 3 : Nombre des microprojets par années

Type de microprojets économiques	2014	2015	2016	2017	Total
Elevage	27	59	73	12	171
Agriculture	17	29	28	28	102
Commerce et services	21	35	7	1	64
Pêche	26	18	16	12	72
Transformation agroalimentaire	7	23	9	3	42
Formation professionnelle	1	10	0	0	11
<b>Totaux</b>	<b>99</b>	<b>174</b>	<b>133</b>	<b>56</b>	<b>462</b>

Tableau 4 : Nombre des microprojets économiques et des bénéficiaires par typologie (individuel, collectif, structurants)

Type de microprojet	Nombre de microprojets économiques	Nombre de bénéficiaires	Nombre de bénéficiaires par microprojet
Individuel	394	1 443	4
Collectif	29	225	8
Structurant	39	3 106	80
<b>Total</b>	<b>462</b>	<b>4 774</b>	<b>10</b>

8. Alignement aux stratégies et politiques nationales. Depuis 2000, le PLPR, le POSER et POSER-Climat constituent les principales interventions du Gouvernement de Cabo Verde appuyées par le FIDA. Les interventions ont suivi l'évolution du contexte socio-économique du Pays et les orientations stratégiques et politiques du Gouvernement, dont le Programme Nationale de Lutte contre la Pauvreté et le Documento de Estrategia de Crescimento e Redução da Pobreza (DECRP). Avec la nouvelle législature, la stratégie de FIDA va s'aligner au Plano Estratégico de

<sup>60</sup> Au 31 décembre 2017

Desenvolvimento Sustentavel (PEDS 2017-2024), au PNIA-SAN et au processus de décentralisation/régionalisation.

9. Evolution de l'approche et des interventions FIDA au Cabo Verde. Orientées pour lutter contre la pauvreté, les interventions du FIDA ont atteint des résultats significatifs dans l'amélioration des conditions socio-économiques des populations rurales en facilitant l'accès des populations aux services sociaux de base et les productions agricoles. Les microprojets ont eu un impact socio-économique important au niveau des familles bénéficiaires, sans pourtant déclencher une dynamique de développement local durable. A l'instar des recommandations de la RMP, les actions ont été orientées vers des projets structurants pouvant toucher un nombre plus grand de bénéficiaires et contribuer à un développement des communautés locales à travers une professionnalisation accrue des modèles de production des exploitations agricoles leur favorisant ainsi l'accès à des marchés plus rémunérateurs.
10. Organisation et concertation locales. Les interventions du FIDA ont permis de renforcer les organisations communautaires de base (ACD) et les commissions régionales de concertation des partenaires (CRP) nées entre 2003 et 2011 avec l'appui des programmes financés par le FIDA. Celles-ci ont facilité et continuent à faciliter la mobilisation des populations, l'identification, la préparation et la mise en œuvre des microprojets sur le terrain. Cet appui a été significatif dans la dynamique de concertation entre acteurs locaux en milieu rural, surtout dans une période où les institutions n'arrivaient pas à dynamiser ce contexte. La nouvelle politique de décentralisation et de régionalisation du Gouvernement envisage des nouvelles structures sous la direction de l'Unité de développement local siéjé auprès du Cabinet du premier ministre et avec l'appui de certaines partenaires (Coopération luxembourgeoise, PNUD). Il s'agit de plateformes municipales et inter municipales qui seront les instances de concertation et planification du développement local. Etant un processus en cours, FIDA et le projet POSER pourraient apporter leur appui à travers la capitalisation de l'expérience acquise dans la concertation des acteurs en milieu rural et la valorisation de cette fonction dans le scénario futur.
11. Eléments déterminants dans la mise en œuvre. Certains facteurs méritent une attention particulière, étant déterminants pour la mise en œuvre de la stratégie et des interventions futures de projets soutenus par le FIDA. Il s'agit entre autres des questions liées au foncier, à l'évolution du tourisme et à l'implication du secteur privé et la création de partenariats.
12. L'accès à la terre demeure une des difficultés majeures pour les investissements dans le secteur agricole et surtout pour les petits producteurs, les jeunes et les femmes qui veulent s'adonner à l'agriculture. Les Institutions, notamment le Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement conscientes des blocages engendrés par les questions foncières veulent accorder une attention particulière à ce secteur.
13. L'évolution du secteur du tourisme doit être suivi afin de capter les opportunités qu'il donne au niveau de chaque île par la valorisation des produits du « terroir », la création d'emploi et le développement d'activité économique autre que l'agriculture en milieu rurale (tourisme rurale, écotourisme, etc.). Ceci pourrait contribuer à réduire l'exode des zones rurales et des îles agricoles vers les îles touristiques (Boa Vista et Sal), ce qui détermine un appauvrissement en terme des ressources humaines.
14. Le secteur privé commence à s'intéresser aux filières agricoles et /ou à certains maillons des filières. En accord avec les orientations du Gouvernement, FIDA pourrait contribuer à la mise en place de mécanismes favorisant l'implication du secteur privé, l'entreprenariat surtout des jeunes et l'investissement des rémittences de la diaspora capverdienne.

15. Enfin, la création et/ou le renforcement des partenariats entre les différentes parties prenantes (public, privé, société civile, PTF), se rendent nécessaires pour capitaliser les expériences, créer des synergies et éviter des chevauchements, tenant compte surtout des ressources limitées (physique, humaines et financières) et de la caractéristique insulaire de Cabo Verde.
16. Analyse des risques et mesures d'atténuation. Les risques, les conséquences et les mesures d'atténuation sont indiqués dans le tableau suivant.

Tableau 5. Risques, conséquences potentielles et mesures d'atténuation

Risques	Conséquences potentielles	Mesures d'atténuation
Variabilité et changement climatiques augmentant la fréquence et l'intensité des aléas climatiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réduction de la résilience des ménages agricoles</li> <li>Augmentation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Approche intégrée basée sur la stratégie de gestion des risques (identification, préparation, réduction / adaptation et transfert des risques).</li> <li>Infrastructures de captage, stockage et distribution de l'eau, durables et résilientes au CC.</li> <li>Adoption de pratiques agricoles de prévention et d'atténuation des risques climatiques : agro-écologie, agriculture intelligente face au climat, etc.</li> </ul>
Augmentation des productions agricoles non suivie par l'insertion dans un circuit commercial performant	<ul style="list-style-type: none"> <li>Difficulté d'écoulement des produits agricoles frais et / ou transformés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversification et programmation des productions agricoles au niveau local (produits frais et transformés).</li> <li>Professionnalisation des exploitations agricoles familiales.</li> <li>Certification de qualité des produits.</li> <li>Développement et diversification des débouchés au niveau local (marchés locaux, tourisme, marchés institutionnels).</li> <li>Politiques pour l'amélioration des transports et des circuits de commercialisation.</li> </ul>
Faible niveau d'investissements privés dans le secteur agricole	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement limité du potentiel des filières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incitation à l'investissement privé à travers des mécanismes existants tels que le SIF du FIDA ou le fonds de garantie de la Banque mondiale.</li> <li>Développement d'une approche chaîne de valeur en direction de marchés à fort potentiel.</li> </ul>
Insuffisance des ressources humaines / capacités techniques et de gestion pour la mise en œuvre du programme pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ralentissement des procédures de passation des marchés et administratives en général.</li> <li>Non atteinte des objectifs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Renforcement des capacités des équipes des projets et des acteurs impliqués.</li> <li>Mise en place de contrats basés sur les performances, reconductibles avec une évaluation indépendante desdites performances.</li> <li>Délégation à des prestataires de services.</li> <li>Assistance technique nationale et internationale.</li> </ul>
Retard dans la définition des Plans stratégiques de développement durable au niveau régional	<ul style="list-style-type: none"> <li>Limitation dans la mise en œuvre des prochains projets/ programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appui au Gouvernement dans la définition des plans régionaux.</li> <li>Valorisation de l'expérience du FIDA dans le domaine du développement local.</li> <li>Participation du FIDA aux tables de concertation</li> </ul>
Manque de coordination entre les PTF	<ul style="list-style-type: none"> <li>Chevauchement dans la mise en œuvre des projets</li> <li>Réduction de l'impact</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Organisation de table de concertation entre PTF et entre PTF et Gouvernement.</li> <li>Synergies et échanges d'informations dans le cadre d'études thématiques et projets.</li> </ul>
Fort niveau d'endettement du pays	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacité limitée du gouvernement à contracter de nouveaux engagements avec le FIDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Utilité sociale et économique des nouvelles interventions du FIDA contribuant aux objectifs de croissance économique et de réduction de la pauvreté du PEDS ;</li> </ul>

## Pertinence des objectifs de la Note Stratégique Pays

17. L'analyse de la revue à mi-parcours du POSER, ainsi que les constats de la mission de conception du RB-RB-COSOP 2019-2024, confirment la pertinence des objectifs de la Note stratégique pays (NSP) du FIDA pour le Cabo Verde préparée pour la période 2016-2018. Les objectifs (global et stratégiques<sup>61</sup>) restent appropriés et méritent d'être renforcés dans le RB-RB-COSOP 2019-2024 pour s'aligner d'avantage aux priorités du Gouvernement en matière d'investissement agricole, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté et adaptation au changement climatique et mise en œuvre de la CPDN.

---

<sup>61</sup> Objectif global : Améliorer durablement la sécurité alimentaire et les conditions de vie des ménages ruraux pauvres ; OS 1 : Les ressources naturelles sont mobilisées et gérées de façon durable et résiliente au changement climatique ; OS 2 : Des systèmes de production et des opportunités économiques performants et durables sont adoptés à large échelle par les ménages ruraux.

## Processus de préparation du RB-COSOP, y compris les études préparatoires, la consultation des parties prenantes et les manifestations

1. Equipe de conception. La conception du RB-COSOP 2019-2024 a été dirigée par M. Jean Pascal Kabore, CPM, FIDA/WCA, assisté par une équipe du Centre d'Investissement de la FAO (TCI/FAO) composée par Mme Alberta Mascaretti, Chef de mission technique & agronome principale, FAO/TCIA, Mme Edi Bruni, Spécialiste en institutions, genre, et ciblage, FAO/TCIA, Mme Giorgia Nicolo, Spécialiste en suivi-évaluation et nutrition, FAO/TCIA et par M. Florent Baarsch, économiste et spécialiste environnement et climat du FIDA,
2. A Cabo Verde, M. João de Deus Fonseca coordonnateur du POSER et du POSER-C et son équipe ont contribué facilitant la collecte d'informations et la réflexion.
3. Au siège du FIDA, le conseiller principal pour le RB-COSOP est M. Edward Heinemann, Lead Technical Specialist, Policy, PTA et le CPMT est composé par : Ides de Willebois, Regional Director, WCA, Richard Pelrine, Lead Regional Economist, WCA, Sylvie Marzin, Regional Portfolio Advisor, WCA, Steven Jonckheere, Regional KM / M&E Officer, WCA, Adriane Del Torto, Portfolio Analyst, WCA, Khadidja Doucoure, Regional Gender and Targeting Coordinator, ECD-WCA, Jean Pascal Kabore, Programme Officer, WCA, Amath Pathe Sene, Regional Environment and Climate Change Specialist, ECD, Florent Baarsch, Environment and Climate Economist, ECD, Haoua Sienta, Lead Finance Officer, FMD, Brigitte D'Offay, Legal Officer, LEG, Audrey Nepveu, Technical Specialist – Water and Infrastructure, PTA, Isabel de la Penna, Technical Specialist, Nutrition, OPE, Nadia Cappiello, Programme Assistant, WCA, Dounamba Konare, Country Programme Assistant, WCA.
4. Préparation. La conception a démarré par la collecte et la revue de la littérature et de la documentation disponible, notamment la Note Stratégique Pays (2016-2018), les rapports de conception des programmes en cours POSER et POSER-C et leurs rapports de supervision, ainsi que la revue à mi-parcours du POSER. Une réunion du CPMT s'est tenue le 16 février 2018, avant le démarrage de la mission sur le terrain pour échanger sur la vision du FIDA en matière de RB-COSOP et finaliser la méthodologie.
5. Mission de formulation. Une mission conjointe du FIDA et du Centre d'Investissement de la FAO (TCI/FAO) qui s'est déroulée au Cabo Verde du 18 février au 3 mars 2018. Durant son séjour au Cabo Verde, la mission a procédé à :
  - l'analyse et la prise en compte des nouvelles orientations stratégiques du Gouvernement de Cabo Verde, notamment le Programme du Gouvernement IX législature, le Plan Stratégique de Développement durable 2017-2024 (Plano Estrategico de Desenvolvimento Sustentavel - PEDS), les axes d'interventions du PNIA-SAN en cours d'élaboration, tous autres programmes d'investissement régionaux et sectoriels ;
  - l'analyse des données socio-économiques et des statistiques ;
  - l'examen des résultats et la prise en compte des leçons apprises dans le cadre des interventions FIDA depuis l'année 2000, notamment du PLPR et des programmes en cours (POSER et POSER-C) ;
  - des entretiens avec les représentants du Gouvernement, des PTF, de la société civile et du secteur privé ;
  - des échanges avec les acteurs qui ont bénéficié des projets financés par FIDA durant les rencontres et les visites de terrain.
6. Rencontres. La mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination du Programme POSER (UCP-POSER), les cadres du Ministère de

l'Agriculture et de l'Environnement, notamment la Direction Général de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage (DGASP), la Direction de l'Environnement, la Direction de la Recherche, l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS), l'Institut National de Météorologie et Géophysique (INMG), le Conseil National pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CNSAN) et du Ministère des Finances. La mission a rencontré aussi la Directrice de l'Unité de Développement Local auprès du Cabinet du Premier Ministre du Gouvernement du Cabo Verde. La mission s'est entretenue avec plusieurs partenaires techniques et financiers, dont la Coopération espagnole, la Coopération luxembourgeoise et les agences des Nations Unies à Praia (FAO, PNUD, UNICEF, UNFPA), ainsi qu'avec la société civile (plateforme des ONG, Caritas), PROEMPRESA et le secteur privé. Le tableau 1 détail le déroulement de la mission.

7. Rencontres institutionnelles à haut niveau. Au début de la mission, Son Excellence Monsieur Gilberto Silva, Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement, tutelle technique du POSER, a été rencontré pour présenter l'objectif de la mission et se renseigner sur les priorités du Ministère et les perspectives du secteur agricole dans le contexte socio-politique et économique actuel. Au niveau du Ministère des Finances, la Directrice de la Planification a également été rencontrée pour recueillir les informations concernant les orientations stratégiques et programmatiques du Gouvernement. Le 27 février 2018, les principaux résultats de la mission ont été présentés à Son Excellence Monsieur Olavo Avelino Garcia Correia, Ministre des Finances et Vice-Premier Ministre, Représentant de l'Emprunteur lors d'un rencontre auquel était présent Son Excellence le Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement.
8. Rencontres avec les acteurs de POSER et POSER-C. Des représentants des Associations communautaires de développement (ACD) et des cadres de concertation régionaux (Commissions Régionales des Partenaires - CRP), et certains Délégués du MAA, ont été rencontrés durant les visites de terrain dans l'île de Santiago et durant une réunion tenue à Praia le 27 février 2018 à laquelle ont été invités les représentants des CRP de Santo Antão, Fogo et Santiago.
9. Atelier de réflexion et partage. Le 28 février 2018, un atelier de réflexion et de partage a été organisé à la salle de conférences du Ministère des Finances sous la présidence de la Directrice de la Planification dudit Ministère, pour présenter les résultats préliminaires de la mission et les objectifs stratégiques proposés pour le RB-COSOP. Une cinquantaine de personnes, interlocuteurs de la mission, ont participé à la rencontre. Une présentation sous forme de power point est disponible en français et portugais.
10. Elaboration du document. Après la mission au Cabo Verde, l'équipe a élaboré le document du RB-RB-COSOP et ses appendices selon le format et les standards du FIDA. Ce document sera soumis au contrôle de qualité du FIDA et au Gouvernement du Cabo Verde.

**Tableau 1. Calendrier de la mission au Cabo Verde**

Date	Activités
Dimanche 18 février	Arrivée de la mission
Lundi 19 février	Rencontre avec la Représentation de la FAO au Cabo Verde
	Réunion avec l'UCP POSER
	Séance de travail interne à l'équipe de mission
Mardi 20 février	Réunion avec l'UCP POSER
	Rencontre avec la Directrice de la Planification du Ministère des Finances
Mercredi 21 février	Rencontre avec un privé, président de l'Association touristique de Santiago et vice-président de la Chambre du tourisme
	Rencontre avec la Coopération Espagnole
	Rencontre avec M. le Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement (MAA)
Jeudi 22 février	Réunion avec les Directions techniques du Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement : Direction Général de l'Agriculture, Sylviculture et Elevage (DGASP), Direction de l'Environnement, Direction de la Recherche, Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS), ANAS, Institut National de Météorologie et Géophysique (INMG), Conseil National pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (CNSAN)

	Réunion avec les responsables du bureau conjoint NU : PNUD, UNICEF, UNIFEM
	Rencontre avec l'Institut Capverdien pour l'Égalité et de Genre (ICEG)
	Rencontre avec l'Agence Nationale de l'Eau et de l'Assainissement (ANAS)
Vendredi 23 février	Rencontre avec le responsable de l'élaboration du Programme Nationale d'Investissement Agricole et Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PNIA-SAN)
	Réunion avec la Secrétaire général de la Plateforme des ONGs
Samedi 24 février	Visite de terrain dans la zone Santiago Sud : rencontre avec les représentants de la CRP, de l'Unité Technique et le Délégué du MAA et les représentants de l'ACD Achada Baleia
	Visite de terrain dans la zone Santiago Nord : rencontre avec les représentants de la CRP, de l'Unité Technique, le Délégué du MAA (Tarrafal et Sao Miguel) et les représentants de l'ACD de Saltos ACD Saltos
	Visite aux réalisations POSER dans la Communauté Mato Mendes
Domingo 25 février	Séance de travail interne pour préparer l'atelier de réflexion et partage des résultats de la mission
	Au soir départ de Mme Alberta Mascaretti
	Réunion avec les Services de la DGASP (Agriculture, Elevage, Vulgarisation agricole)
	Rencontre avec la Directrice de l'Unité de Développement Local auprès du Cabinet du Premier Ministre du Gouvernement du Cabo Verde
	Réunion avec les responsables des projets UNICEF (UN joint office)
Lundi 26 février	Rencontre avec la Fondation Capverdienne pour l'Action Sociale et Scolaire (FCASE)
	Rencontre avec le Conseil national pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle (CNSAN)
	Rencontre avec le Chargé d'Affaires et le Chargé de programmes de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg
	Rencontre avec l'INMG
	Rencontre avec le Centre d'Energie Renouvelable et Entretien Industriel (CERMI)
	Réunion avec les responsables de l'ANAS.
Mardi 27 février	Présentation des résultats de la mission et des propositions pour le RB-COSOP, au Ministre des Finances et Vice-Premier Ministre et au Ministre de l'Agriculture et de l'Environnement (réunion conjointe au Ministère des Finances).
	Rencontre avec le Responsable du PNUD pour le programme plateformes locales
	Réunion avec les représentants des CRP et de l'Unité technique de Santo Antao, Fogo et Santiago Centre (Présidents du CRP, Gestionnaires des Unités Techniques) et les Délégués du MAA de ces zones
Mercredi 28 février	Atelier de réflexion et partage des résultats de la mission avec les interlocuteurs concernés et rencontrés par la mission
	Rencontre avec le responsable du projet ADA-PADFI sur la microfinance financé par la Coopération luxembourgeoise
Jedi 1 mars	Visite de terrain à l'entreprise "Força de Vontade" conduite par des jeunes
	Visite à l'exploitation encadrée par CARITAS : expérience d'agro écologie
	Au soir: départ de M. Jean Pascal Kaboré et M. Florent Baarsch
Vendredi 2 mars	Rencontre avec la Directrice Service d'Etudes, Planification et Coopération du MAA
	Réunion avec ProEmpresa
	Au soir: départ de Mme Edi Bruni et Mme Giorgia Nicolò

# Gestion des ressources naturelles et adaptation au changement climatique: généralités, politiques nationales et stratégies d'intervention du FIDA

## Résumé exécutif

1. La note SECAP se focalise principalement sur la forte vulnérabilité du secteur agricole aux aléas climatiques, principalement aux sécheresses. L'analyse révèle que les zones non-montagneuses du Cabo Verde ne sont plus propice à l'agriculture pluviale: les risques de sécheresse auxquels sont exposés les îles, combinés à une érosion croissante indiquent une vulnérabilité extrême. Alors que la production maraichère sur périmètres irrigués est stable voire en croissance modérée malgré les sécheresses, la production pluviale subit des pertes qui atteignent presque 90% en cas de sécheresses.
2. D'ici aux années 2040, la température moyenne va s'élever d'environ 1°C (dans le scénario RCP4.562), la période sèche s'allonger combinée une intensification des précipitations au cours d'une saison des pluies plus courte. L'élévation progressive du niveau des mers pourrait mettre en péril les zones agricoles situées en dans les fonds de vallée de faible élévation et à proximité des côtes.
3. Dans ce contexte, le soutien accru à l'agriculture irriguée est préconisé. Cependant, la mobilisation des eaux pour l'irrigation nécessite une approche plus intégrée à l'image du POSER-Climat reposant sur une approche "bassin versant". De plus, un prérequis à un fonctionnement viable de l'irrigation repose sur l'amélioration des méthodes de gestion des eaux d'irrigation, mieux informées par les informations agro-météorologiques disponibles. Il apparaît également indispensable de procéder à un renforcement des mécanismes de transfert de risque.
4. Dans le cadre du RB-RB-COSOP est prévu un groupe d'interventions visant à renforcer les éléments du cadre actuel de gestion des risques agricoles en lien avec les aléas climatiques tout en continuant l'effort gouvernemental de pénétration des énergies renouvelables. Un programme qui pourrait être financé par des fonds extérieurs au FIDA.

## A. Méthodologie et approches utilisées pour l'étude préparatoire SECAP

### Objectifs de l'étude SECAP

5. La stratégie liant le FIDA avec le Cabo Verde pour la période 2019-2024 est principalement axée sur la valorisation des produits des exploitations agricoles familiales et des spécificités régionales selon une approche chaînes de valeur. Eu égard aux conséquences actuelles de la variabilité climatique et projetées du changement climatique, la stratégie intègre également un objectif portant sur la résilience visant à une amélioration de la gestion des risques agricoles et climatiques avec une attention particulière à la gestion de l'eau. L'étude SECAP s'intéresse ainsi principalement sur les effets potentiels des aléas climatiques sur les maillons de la chaîne de valeur ainsi que sur le développement social et humain des ménages agricoles. L'étude analyse les effets de la variabilité historiques des risques et aléas climatiques au Cabo Verde ainsi que lorsque disponibles des projections provenant de modèles climatiques. Une attention particulière est donnée aux tendances de long-terme telles que la salinisation et l'érosion des sols.

Approche et méthode adoptées pour la préparation de l'évaluation et intégration dans le processus de développement de la RB-COSOP

---

<sup>62</sup> Le scénario RCP4.5 du GIEC correspond à un réchauffement d'environ 2.4 °C d'ici à la fin du siècle.

6. L'approche et la méthode adoptées ont visé à favoriser la combinaison de données historiques et projetées aux connaissances et attentes des parties prenantes dans le cadre d'un processus participatif et inclusif. Trois étapes principales ont permis le développement de l'étude SECAP :
- Consultation des parties prenantes publiques et privées, ainsi que les bénéficiaires des projets POSER et POSER-Climat actuels (liste en annexe) ;
  - Collecte et analyse d'informations et publications disponibles portant sur le climat et l'environnement, révisées par les pairs et grises ;
  - Analyse de données (1) sur les risques actuels, (2) climatiques historiques et projetées, et (3) sur l'érosion.
7. Les enjeux de résilience aux aléas climatiques ont été positivement introduits dans les objectifs de la RB-RB-COSOP eu égard à la demande pressante du gouvernement et du contexte actuel de sécheresse au Cabo Verde. Pour la grande majorité des parties rencontrées, renforcer la résilience des populations et systèmes agricoles figure au titre des priorités pour la prochaine stratégie du pays. Renforcer la résilience socio-environnementale du pays est notamment défini comme le premier défi au développement durable par le gouvernement dans le cadre de son nouveau plan de développement durable (PEDS pour la période 2017-2021). Deux enjeux majeurs liés à l'environnement et au climat ont focalisé l'attention de la mission :
- La résilience du secteur agricole face aux aléas climatiques dans un contexte de ressources naturelles limitées au premier titre desquels l'eau et les terres arables.
  - La mobilisation des énergies renouvelables réduire les émissions de gaz à effet de serre et les coûts liés à l'utilisation des énergies fossiles notamment l'exhaure de l'eau souterraine ainsi qu'aux différents niveaux des chaînes de valeur.

Description du processus de participation du gouvernement et de la société civile (qui a été consulté et quand)

8. La liste des personnes rencontrées, au cours de la mission, représentant des administrations publiques nationales et internationales ainsi que la société civile est disponible en annexe.

Hypothèses, incertitudes, contraintes ainsi que défis rencontrés dans la compilation des informations ou mener l'évaluation

9. Bien que les données sur la production, les rendements ou encore les aléas climatiques soient disponibles, les projections climatiques et des conséquences liées au changement climatique sont peu disponibles et sont parfois affectées par de fortes incertitudes. La source principale de cette incertitude est due aux modèles climatiques globaux qui peinent à adéquatement représenter la variabilité historique et cyclique du climat dans les pays du Sahel. De plus, du fait de l'influence d'autres phénomènes climatiques tels que l'anticyclone des Açores, le climat futur – essentiellement les précipitations – du Cabo Verde est représenté avec peu de précisions par les modèles climatiques actuels.

## B. Contexte National

### Description de l'environnement physique et biologique, base de référence

10. Le Cabo Verde est soumis à plusieurs aléas climatiques majeurs, parmi lesquels : les sécheresses, les inondations ou crues, les incendies de forêts (pour les îles à couvert forestier). Du fait de la dégradation environnementale et du changement climatique de nouveaux aléas de plus long terme et avec un développement plus lent font leur apparition, telles que la salinisation des sols du fait de la montée progressive des eaux et du pompage excessif dans les nappes phréatiques et l'érosion des sols du fait de l'absence de couvert végétal et d'ouvrages de protection ainsi que de l'augmentation des événements de précipitations extrêmes.
11. Le tableau ci-dessous (Tableau 1) présente l'exposition par île et pour l'ensemble du Cabo Verde aux sécheresses, inondations, incendies de forêts et à l'érosion potentielle. Des cinq îles les plus agricoles, l'île de Fogo est celle qui présente la plus faible exposition aux sécheresses. En ce qui concerne l'érosion des sols Fogo et Brava du fait de leur forte déclivité sont les plus exposées avec environ 18% de leur territoire à risque d'érosion sévère. L'île de Santiago, l'une des principales îles productrices du Cabo Verde est quant à elle particulièrement exposée aux risques d'inondations ainsi qu'au risque d'incendies de forêt – eu égard à sa large couverture liée aux programmes de plantation des années 1980.

Tableau 1: Susceptibilité historique des îles du Cabo Verde aux sécheresses (panel du haut), aux inondations (2<sup>ème</sup> panel), aux incendies de forêts (3<sup>ème</sup> panel) et pourcentage de surface exposé à des risques érosion potentielle (4<sup>ème</sup> panel). Source: Mileu et al., (2014) pour les trois premiers panel; et Huber et al., (2014) pour le 4<sup>ème</sup> panel.

Susceptibilité		Susceptibilité									
		Boavista	Brava	Fogo	Maio	Sal	Santiago	S.Antao	S.Nicolau	S.Vicente	Cabo Verde
Sécheresse	Faible	0	0	2.2	0	0	11.7	8.9	0	0	4.9
	Modérée	0	16.2	52.5	0	0	24.1	12.5	8.7	0	15.6
	Élevée	100	83.8	45.3	100	100	64.2	78.6	91.3	100	79.5
Inondations	Par période de retour										
	20 ans	3.7	0.2	1	1.4	1.5	2.9	1.5	1.1	4	
	50 ans	4.1	0.3	1.1	1.4	1.6	3.1	1.7	1.2	4.2	
	100 ans	4.3	0.3	1.2	1.5	1.7	3.2	1.7	1.2	4.3	
Incendie de forêts	Très faible	88.7	79.9	45.4	81.6	98.6	20.9	74.3	62.5	88.8	71.2
	Faible	8.8	2.7	23.4	2.8	1.4	24.5	4.1	12.4	3	9.2
	Modérée	1.9	7.0	20.6	12.8	0.1	35.8	16.9	20.5	5.7	13.5
	Élevée	0.5	7.3	8.4	2.8	0.01	15.7	3.1	4	2.5	4.9
	Très élevée	0	3.1	2.3	0.1	0	3.2	1.6	0.6	0.1	1.2
Erosion potentielle	Pourcentage de la surface										
	Faible	81	25	20	30	86	48	27	30	36	
	Modérée	13	22	39	3	6	36	38	32	31	
	High	4	25	23	1	1	17	24	24	26	
	Sévère	0	18	18	0	0	2	13	12	5	

### Identification des opportunités et contraintes

12. Opportunités et contraintes au développement de l'agriculture dans un contexte de changement climatique (Tableau 2).

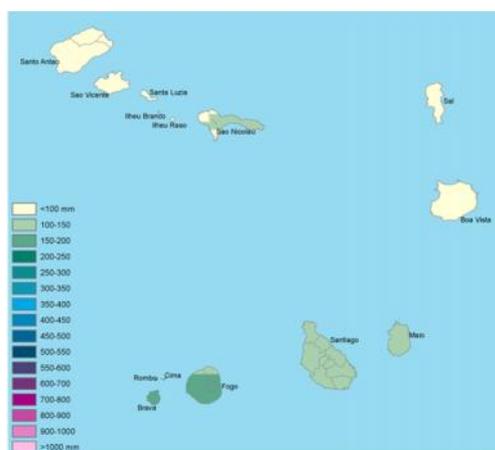
Tableau 2: Opportunités et contraintes au développement de l’agriculture dans un contexte de changement climatique.

Opportunités	Contraintes
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement rapide du secteur touristique, conduisant à une demande accélérée de produits agricoles ;</li> <li>• Coût élevé des produits agricoles (importés) pouvant rendre certains produits agricoles locaux plus compétitifs ;</li> <li>• Volonté du gouvernement de réduire les asymétries entre îles notamment par le développement de l’agriculture ;</li> <li>• Des essais de pisciculture sont en cours de réalisation dans certaines îles, en fonction des résultats de ces expériences, celles-ci pourraient être mises à l’échelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage de terre arable limité (environ 9% du territoire) pouvant se réduire progressivement du fait de la salinisation des sols et des nappes phréatiques en fonction des niveaux de pluviométrie et de prélèvement ;</li> <li>• Superficie irrigables limitées par la disponibilité en eau de profondeur;</li> <li>• Accès coûteux et limité (par la capacité des forages et réservoirs) à l’eau agricole ;</li> <li>• Accélération de l’érosion conduisant à une réduction de la qualité des sols agricoles ;</li> <li>• Coût élevé des transports entre les îles limitant le développement de chaînes de valeur commerciales ;</li> <li>• L’augmentation de la température des eaux des océans va conduire à une migration en direction des pôles principaux stocks de poissons ;</li> <li>• La surpêche pratiquée par les embarcations nationales et internationales conduit aussi à une raréfaction de la ressource piscicole.</li> </ul>

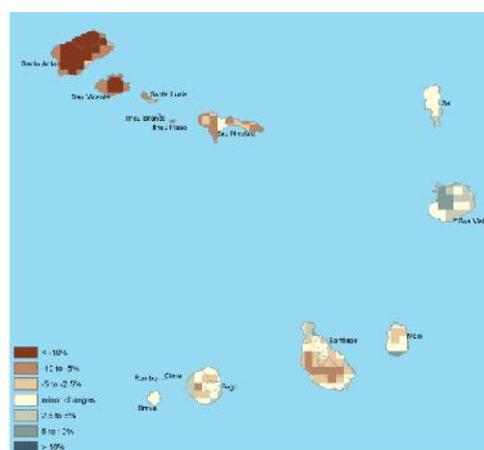
Impacts observés du changement climatique et projections sur les secteurs agricoles et du développement rural

13. Du fait de leur rareté, l’eau et les terres arables sont les deux facteurs physiques les plus contraignants au développement de l’agriculture au Cabo Verde. A titre d’exemple, sur l’île de Santiago, la saison des pluies dure entre 35 (zones côtières de faible élévation) et 85 jours (zones montagneuses). Comme le montrent les cartes ci-dessous les précipitations moyennes maximales pour les îles s’élèvent à environ 250mm par année. Au cours de la période de référence, les précipitations semblent avoir marqué une progressive décroissance. Cette décroissance devrait être vérifiée avec les observations de l’INMG afin de mieux préciser les aires d’intervention des futurs projets et des risques leur étant liés. Les précipitations moyennes au niveau des îles manquent de révéler de grandes disparités : sur l’île de Santiago, les précipitations à Praia Aero sont estimées à environ 100mm au cours de la période 1976-2009 contre environ 500mm à Serra Malagueta au cours la même période.

Figure: Précipitation moyenne et tendance au cours de la période de référence 1986-2005. Data source: Funk et al., (2015).



Précipitation moyenne (1986-2005)

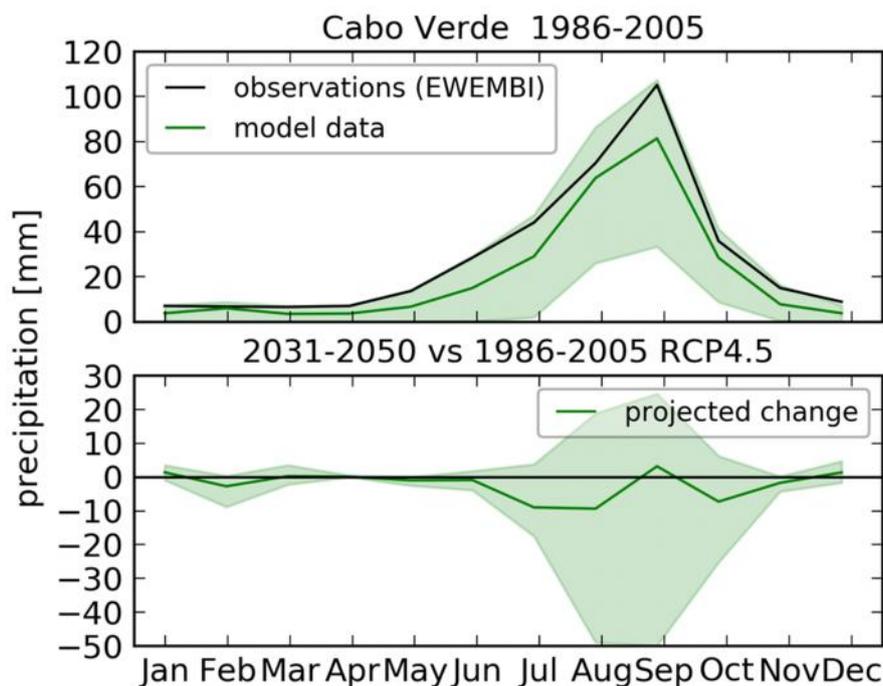


Tendance de précipitations (périodes de 10 années entre 1986 et 2005)

14. Comme indiqué dans de nombreuses publications, les projections climatiques pour le

Cabo Verde souffrent de nombreuses incertitudes, essentiellement en ce qui concerne les précipitations. Pour ce qui concerne les températures, les modèles tendent vers une augmentation constante de la température au cours du siècle. D'ici à l'horizon 2040 (2031-2050), l'augmentation de la température entre les îles pourrait être relativement homogène même les îles du Sud pourraient être marquées par un réchauffement de l'ordre de 1°C par rapport à la période de référence 1986-2005. Pour les précipitations, les tendances sont plus incertaines, même si l'ensemble des modèles semblent indiquer une réduction de la période des pluies, conduisant à un allongement de la saison sèche. La figure ci-dessous (Figure 1) montre ce changement progressif. Comme le révèle le panel du bas de la figure suivante (Figure 1), les précipitations des mois de Juin, Juillet et Août ainsi que celles d'Octobre pourraient se réduire entre 10 et 20% par rapport à la période de référence. D'autre part, les précipitations du mois de Septembre, le mois le plus humide de l'année pourraient s'intensifier. Il est aussi nécessaire préciser que le niveau d'incertitude des modèles climatiques régionaux utilisés (CORDEX) reste large, tant pour la période historique (face aux données de références) que pour les projections (en relation avec les autres modèles).

Figure 1: Variation des précipitations au cours de la période 2031-2050 par rapport à la période de référence sur la base de données de modèles climatiques régionaux du projet CORDEX. Source : RegioClimate.



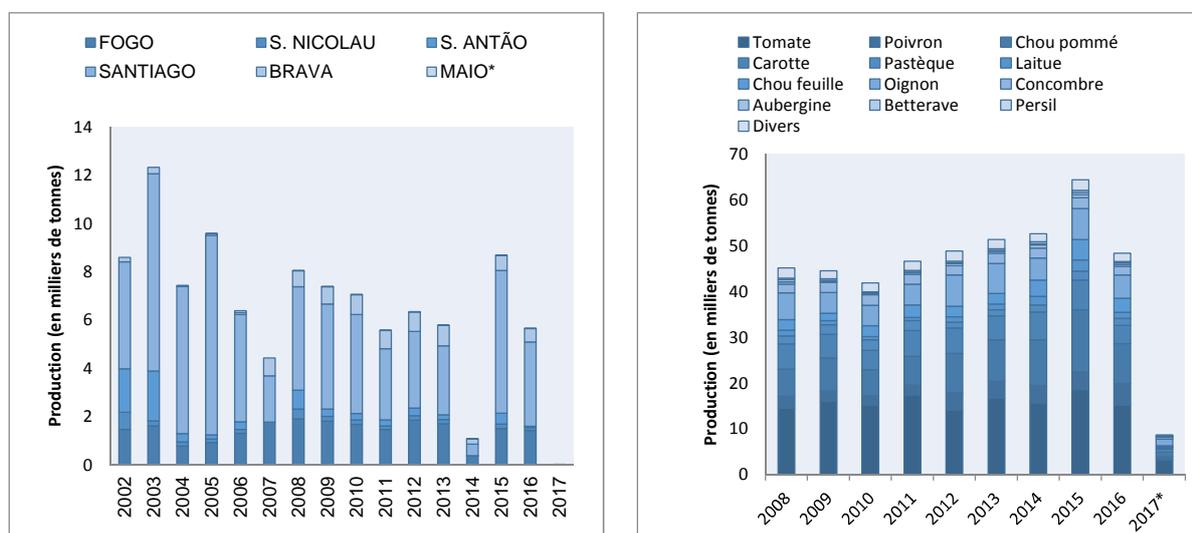
15. Il existe peu de données disponibles portant sur les impacts du changement climatique sur la production agricole au Cabo Verde. En conséquence de quoi, il est seulement possible d'analyser les données des récentes années pour (1) définir une possible tendance et (2) déterminer empiriquement l'effet potentiel des sécheresses sur la production.

- 1- Tendances récentes : même en excluant les années de sécheresse (2014 et 2017), la production de maïs au Cabo Verde est en décroissance progressive au cours de la période 2002-2017 qui pourrait s'expliquer tant par une réduction des surfaces cultivées que par une réduction du rendement par hectares. Au contraire, la production maraîchère est en croissance, surtout la production est marquée par une plus faible variabilité à la différence de la production de maïs. L'irrigation dont bénéficie le maraîchage permet de réduire la variabilité

observée pour les cultures pluviales dont la variabilité pourrait être encore accentuée par les futurs effets du changement climatiques.

- 2- Effet des sécheresses : il est nécessaire de distinguer entre les cultures irriguées et non-irriguées. Dans le cas des cultures pluviales, avec l'exemple du maïs, les années de faible pluviométrie voire de sécheresse s'accompagnent d'une réduction drastique de la production qui peut passer de d'environ 12 000 tonnes (comme en 2003, une année particulièrement propice) à moins de 1 000 tonnes à la suite de la sécheresse de 2014. Selon les estimations, la production de maïs en 2017 pourrait être encore inférieure à celle de 2014. Pour la culture maraichère, les sécheresses – par exemple celle de 2014 – semblent avoir peu d'effets sur la production totale. Cependant, des estimations pour 2017 indiquaient une large réduction dans la production, une réduction qui doit être confirmée avec des données validées en 2018.

Figure 2: Production agricole au Cabo Verde: (à gauche) production de maïs pour la période 2002-2017 pour les îles de Maio, Brava, Santiago, Santa Antao, Sao Nicolau et Fogo; (à droite) production maraichère pour la période 2008-2017. Source: Sanoussi et al., (2017).



16. Eu égard aux impacts potentiels du changement climatique sur les précipitations et températures au Cabo Verde, la culture pluviale pourrait devenir de plus en plus à risque et de moins en moins profitable pour les exploitations agricoles familiales. D'autre part, l'agriculture irriguée semble résister aux effets de la variabilité climatique et offre une solution favorable aux fluctuations de production observées dans l'agriculture pluviale. Ainsi, améliorer l'accès et la gestion de l'eau pour l'irrigation agricole dans le secteur du maraichage apparaît comme une mesure efficace pour réduire les fluctuations de production et de revenus observées dans les ménages agricoles.

Politiques nationales, régulations et cadre institutionnel, incluant les stratégies sur la gestion des ressources naturelles, le changement climatique, le genre, la santé, la pauvreté et le développement rural

17. La Contribution Prévue Déterminée au niveau National (CPDN 2015). La composante adaptation de la CPDN du Cabo Verde inclut trois priorités :

- Promouvoir une gestion intégrée des ressources en eau, garantissant un approvisionnement en eau stable et adéquat (pour la consommation, l'agriculture, les écosystèmes et le tourisme);
- Augmenter la capacité d'adaptation des systèmes agro-sylvo-pastoraux afin d'assurer et d'améliorer la production nationale d'alimentation et promouvoir

l'économie bleue ;

- Protéger et prévenir la dégradation des zones côtières.
18. Au cours des dernières années, le Cabo Verde appuyé par ses partenaires techniques et financiers a développé de nombreux investissements d'infrastructure pour améliorer l'accès et la gestion de l'eau tels que des nouveaux barrages, des équipements de forages et de puits, ou encore des constructions / réhabilitations de réservoirs d'eau, etc. Pour ce qui concerne la reforestation, intégrée dans la partie atténuation de la CPDN, le gouvernement s'engage de manière inconditionnelle à planter 10 000ha de forêts d'ici à 2030 voire 20 000 dans le cas où un soutien financier et technique serait apporté. Avec sa nouvelle stratégie, le FIDA propose d'intensifier ses efforts actuels dans le cadre du POSER-Climat visant à améliorer l'accès et la gestion de l'eau afin de renforcer la capacité d'adaptation des populations dépendantes des systèmes agro-sylvo-pastoraux en zones rurales.
  19. Le Programme d'Action National pour l'Adaptation au changement climatique<sup>63</sup> (PANA) établit trois priorités nationales : i) promouvoir la gestion intégrée des ressources en eau pour les personnes, l'activité agricole, les écosystèmes et le tourisme ; ii) développer l'adaptation des systèmes agro-sylvo-pastoraux pour garantir et améliorer la production alimentaire ; et iii) et protéger les zones côtières contre les dégradations liées au climat et au tourisme.
  20. Le Plan d'action national pour la gestion intégrée des ressources hydriques<sup>64</sup> (PAGIRA, 2010-2020) exprime la volonté du Gouvernement d'améliorer la gestion des ressources hydriques et d'augmenter la production d'eau pour répondre aux besoins du développement agricole et rural qui ne peuvent pas être entièrement satisfaits à travers le recours exclusif aux eaux souterraines. La valorisation des eaux superficielles constitue ainsi un complément incontournable aux eaux souterraines.
  21. La politique énergétique en lien avec les sources renouvelables est notamment définie dans la CPDN. La CPDN construit sur les deux politiques nationales (1) le plan national d'efficacité énergétique ; (2) le plan national pour les énergies renouvelables. De manière inconditionnelle, le pays s'engage d'une part à ce que l'ensemble de la population ait accès à l'électricité d'ici à 2017 et à avoir un taux de pénétration des énergies renouvelables à hauteur de 30% d'ici à 2025. En cas de soutien financier et technique extérieur, ce taux de pénétration pourrait atteindre 100% d'ici à 2025. Dans le cadre du PEDS, ce taux est fixé à 50% d'ici à 2021.
  22. En ce qui concerne la pêche, le Cabo Verde a été le premier pays africain à adopter une charte pour la promotion de la croissance bleue et le pays avance vers l'élaboration d'un Plan national d'investissement dans l'économie bleue (PNIEB). La Charte en faveur de la promotion de la croissance bleue au Cabo Verde (2015). Le plan comprend une option stratégique en lien avec l'environnement et le changement climatique ainsi que sur la recherche scientifique notamment afin d'améliorer la gestion des ressources halieutiques.

Identification des obligations du pays en termes d'engagements dans des conventions et accords internationaux sur la santé, le climat, le genre, le commerce, les intrants chimiques, la population, l'eau, etc.

23. Le Cabo Verde est partie à plus de 250 accords multilatéraux et bilatéraux à caractère contraignant sur l'environnement parmi lesquels :
  - La Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, CCNUCC (qui inclut l'Accord de Paris et le Protocole de Kyoto). A ce titre, le Cabo Verde est amené à présenter l'avancée de la mise en œuvre de sa contribution (CPDN) sur l'atténuation et l'adaptation par le biais de

<sup>63</sup> Situation inchangée depuis la rédaction de la CSN

<sup>64</sup> Situation inchangée depuis la rédaction de la CSN

communication régulière ;

- Le pays est également partie à de nombreux accords bilatéraux (Portugal, Union Européenne) et multilatéraux sur la pêche (par exemple : la Convention de 1966 sur la Conservation des Thons de l'Atlantique), notamment celle du thon dans ses eaux territoriales ;
- La Convention sur la protection des espèces migratrices (1979) ;
- La Convention pour la Protection de la Couche d'Ozone (1985) et du Protocole de Montréal sur les substances qui détruisent la couche d'ozone (1987) ;
- La Convention de Ramsar ou Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (1971).

### C. Identification des impacts, évaluation et leçons apprises des programmes du FIDA

Opportunités pour construire la résilience au changement climatique des moyens d'existence ruraux

24. Dans le cadre de sa future stratégie pays, le FIDA pourra s'appuyer sur un cadre favorable, notamment :
- L'expérience du FIDA dans le pays au cours de 30 dernières années, permet de bénéficier des acquis des projets réalisés et de la compréhension institutionnelle du pays. Les résultats des projets précédents et en cours, dont le POSER ainsi que le POSER-Climat sont une base sur laquelle la stratégie sur la résilience pourra s'appuyer ;
  - Eu égard à son contexte insulaire et les effets déjà ressentis de la variabilité du changement climatique, de nombreux PTFs (banques de développement, coopérations bilatérales, agences des Nations Unies) mettent en œuvre des projets sur la résilience sur la base de laquelle la stratégie pourra apprendre et se développer ;
  - Le pays est doté de solides institutions de recherche (INIDA, UniCV ECCA, INMG) capable de supporter les phases d'analyse et de la mise en œuvre des projets ;
  - Volonté du gouvernement de faciliter et développer les interventions des opérateurs privés dans les différents secteurs de l'économie, dont l'agriculture. Cette facilitation passe notamment par la création d'un fonds de garantie avec la Banque mondiale ;
  - Enfin, la mobilisation des remises des migrants, qui compose plus de la moitié la population capverdienne est aussi un enjeu pour le développement du secteur agricole.

Comparaison des coûts environnementaux et de l'adaptation et des bénéfices des alternatives, avec une description de comment les questions environnementales ont été considérées dans la sélection des options stratégiques d'investissements

25. Une analyse coût-bénéfice qui inclut les aléas climatiques sera réalisée pour les projets qui seront développés dans le cadre du RB-RB-COSOP. Celle-ci inclura les effets potentiels de la variabilité et du changement climatique sur la production agricole, ainsi que la disponibilité en eau.
26. Dans le cadre du RB-RB-COSOP 2019-2024, les questions environnementales et climatiques ont reçu une attention particulière. Les enjeux climatiques et

environnementaux ont été intégrés comme suit :

- La résilience est intégrée comme premier objectif stratégique d'investissements, le secteur de l'eau figure à ce titre en tant que priorité ;
- Eu égard aux impacts des aléas climatiques dans le secteur agricole, la résilience sera un axe central à considérer dans le développement de l'OS2 visant au soutien des chaînes de valeur. Les chaînes de valeur seront notamment choisies par rapport à leur résilience, pas seulement au niveau de la production mais en prenant en compte les différentes étapes de la chaîne de valeur allant des intrants à la commercialisation.

Leçons apprises par le biais de l'expérience des partenaires, des programmes d'IFAD et de la mise en œuvre des RB-RB-COSOP et CSN, et rationnel pour prioriser la gestion des ressources naturelles et l'adaptation

27. Les leçons apprises de la mise en œuvre de la CSN et des projets y afférents se situent à trois niveaux, principalement autour de l'accès et de la gestion de l'eau au Cabo Verde :

- Comme rappelé par le Gouvernement et les bénéficiaires, l'accès et la gestion de l'eau sont essentiels au développement de l'agriculture. Il y a également une nécessité d'intervenir de manière structurante afin d'éviter le morcellement des interventions qui ne permettent pas une gestion adéquate de l'eau. Lorsque des forages sont équipés, il est nécessaire de prévoir (1) les moyens électriques pour l'exhaure (notamment par l'énergie photovoltaïque), (2) l'amélioration (notamment par la couverture) voire l'agrandissement des réservoirs existants afin de permettre aux agriculteurs d'irriguer de plus grande surface pendant de plus longues périodes en améliorant le système de gestion de l'eau, (3) l'équipement en systèmes de distribution et d'irrigation efficaces dont le goutte-à-goutte.
- Les échanges avec les agences techniques du gouvernement et les bénéficiaires ont permis de mettre en avant les opportunités d'amélioration de la gestion de l'eau et des équipements destinés à cet effet. L'amélioration de la gestion de l'eau d'irrigation pourrait notamment passer par une meilleure information des paysans quant aux besoins en eau en fonction de l'évapotranspiration réelle – une information qui pourrait être fournie par les services de l'INMG.
- Au regard, d'autres expériences dans des pays d'intervention du FIDA notamment le Maroc, il est nécessaire d'explorer des alternatives au mode actuel de gestion de l'eau qui consiste essentiellement sur le pompage des eaux des nappes phréatiques dont le niveau et la qualité restent peu maîtrisés. D'autres technologies telles que la désalinisation solaire pourraient être mobilisées dans le cadre de partenariats avec des instituts de recherche locaux.

#### D. Recommandations pour améliorer la résilience environnementale et climatique dans les secteurs de l'agriculture et du développement rural

Analyse de l'orientation stratégique pour la RB-RB-COSOP-CSN, incluant les objectifs sociaux et environnementaux spécifiques et résultats requis pour optimiser la résilience dans les secteurs agricoles et du développement rural

28. Au regard des objectifs de la RB-RB-COSOP, quatre objectifs liés à l'environnement et au climat semblent prépondérants :

- En lien avec l'objectif stratégique 1 : renforcer la gestion durable de l'eau de l'aménagement des bassins, en passant par l'accès à la consommation ;

- En lien avec l'objectif stratégique 2 : Favoriser le développement de filières économiques ayant la plus faible vulnérabilité aux changements d'intensité et de fréquence des aléas climatiques projetés pour le pays, à court et moyen terme ;
- En lien avec l'objectif stratégique 2 : Encourager les activités de diversification économique et les complémentarités entre type de production pour le développement d'une agriculture familiale plus circulaire (élevage, production agricole, etc.).
- En lien avec les deux objectifs stratégiques : Contribuer au développement d'un système de transfert des risques agricoles couvrant non seulement les effets négatifs des aléas climatiques sur la production, mais également les fluctuations de prix afin de mettre en place progressivement une meilleure protection des revenus des ménages agricoles.
- En lien avec les deux objectifs stratégiques : Il est recommandé de soutenir les efforts en cours du Gouvernement visant à renforcer la pénétration des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays et cela principalement dans les zones rurales où l'accès est plus limité et où la décentralisation de la production électrique pourrait faciliter l'accès.

Actions proposées (renforcement des institutions, questions budgétaires, etc.)

29. Jusqu'à présent, les activités en lien avec la résilience se sont principalement intéressées à la réduction du risque et l'adaptation au changement climatique. Afin de renforcer leur efficacité et leur intégration dans le cadre national de gestion des risques et de la résilience, il est proposé d'inclure les futures actions mises en œuvre par le RB-RB-COSOP dans une approche plus stratégique de gestion des risques climatiques dans le secteur agricole. Cette approche de gestion des risques climatiques, qui s'appuie sur un cadre général de gestion des risques de catastrophes est traditionnellement construite sur les éléments suivants :

- Identification & analyse des risques sur le secteur agricole ;
- Préparation aux aléas ;
- Réduction & adaptation aux risques pertinents ;
- Transfert des risques ;
- Réponses aux situations de catastrophe ;
- Redressement résilient (build back better).

## E. Financement additionnel

Propositions d'activités pour accéder au financement ASAP2, GEF, et d'autres fonds

30. Les actions proposées seront transformées en proposition pour le GCF. Il est proposé que le programme soit structuré tel que présenté dans l'encadré à la page suivante.

1. Groupe 1 : Mécanisme de transfert du risque agricole (DGASP & Assurances privées locales, INIDA)
  - 1.1. Étude de faisabilité portant sur la mise en œuvre d'un mécanisme de micro-assurance, méso-assurance et d'autres mécanismes de transferts de risques agricoles en lien avec les aléas climatiques et le changement climatique, l'étude de faisabilité comprendra une analyse de la liaison avec le CatDDO en cours de développement par la Banque mondiale (risk layering) ;
  - 1.2. Expérimentation du mécanisme sélectionné au cours d'une phase pilote. La phase pilote sera menée dans les aires d'intervention du POSER-Climat dans lesquelles se situent également des bénéficiaires du POSER ;
  - 1.3. Mécanisme de soutien technique et financier aux assurances locales pour développer des produits de transfert de risques pour le secteur agricole ;
  - 1.4. Phase de mise à l'échelle.
2. Groupe 2 : Identification et préparation (INMG)
  - 2.1. Densification du réseau de stations météorologiques, capteurs de runoffs, humidité des sols à différents niveaux de profondeur (TDR), capteurs piézométriques (ANAS) ;
  - 2.2. Adaptation d'un (ou plusieurs) modèle(s) climatique(s) de prévision saisonnière et de long-terme aux conditions du Cabo Verde, et équipement matériel pour le fonctionnement du modèle ;
  - 2.3. Adaptation d'un modèle de prévision agricole aux conditions du Cabo Verde (SWAT, CropSyst, APSIM) – activité avec DGASP et INIDA (soutenu par INMG)
  - 2.4. Renforcement de l'information agricole et modes de distribution de l'information (SMS, whatsapp, programmes radio, etc.) ;
  - 2.5. Développement d'un système d'alerte précoce pour les inondations, sécheresses et vagues de chaleur ;
  - 2.6. Formation des cadres du ministère de l'agriculture et environnement, ainsi que de la planification du Ministère des Finances, à l'intégration du risque climatique dans la planification de court à long terme.
3. Groupe 3 : Réduction des risques et adaptation au changement climatique (ANAS & CERMI)
  - 3.1. Continuation des projets d'infrastructure (forage, réseau, réservoir) du POSER-C sur les îles d'intervention de la nouvelle stratégie pays (San Nicolau, Santiago, Brava, Fogo et Santa Antão) ;
  - 3.2. Amplification de l'effort d'électrification par de l'énergie solaire, étude d'un système de compensation / rachat de l'électricité produite pour faciliter l'entrée d'investisseurs privés ;
  - 3.3. Équipement des ménages ruraux de systèmes de collecte, traitement et stockage des eaux pluviales et des eaux usées ;
  - 3.4. Collaboration renforcée avec le projet développé par UNEP / UNDP sur le traitement et l'utilisation des eaux usées pour l'agriculture ;
  - 3.5. Étude et expérimentation : Analyse du potentiel de nouvelles technologies, notamment pour la désalinisation solaire.
4. Groupe 4 : Dialogue politique et ancrage institutionnel pour la pérennisation
  - 4.1. Engagement d'un dialogue politique avec les parties prenantes pertinentes pour la pérennisation des mécanismes de transfert de risque agricole.
  - 4.2. Mise en place d'un cadre légal et institutionnel pour le développement des mécanismes de transfert de risque.

Propositions pour le suivi et mécanismes de feedback, incluant les indicateurs de performance sociaux et environnementaux

31. Ces indicateurs seront intégrés dans la proposition pour le GCF en lien avec les composantes présentées au-dessus et sont en cours de développement avec la partie nationale.

## Coup d'œil sur le pays

Population			Ressources naturelles	
Population, total (Anuário estatístico 2016)		531,2	Superficie cultivable (% totale du pays) (FAOStat 2015)	9
Croissance de la population (% annuel) (Anuário estatístico 2016)		1,3	Superficie cultivée (ha) (FAOStat 2015)	30 000
Superficie (kilomètres carrés)(Anuário estatístico 2016)		4 033	Superficie forestière (kilomètres carrés milliers) (Banque Mondiale 2016)	0,9
Densité de la population (personnes par kilomètre carré de superficie des terres) (Anuário estatístico 2016)		131,72	Retraits annuels d'eau douce, total (% des ressources internes) (Banque Mondiale 2016)	7,3
Ratio de la population pauvre en fonction du seuil de pauvreté national (% de la population) (2015) (Anuário estatístico 2016)		35,2	Emissions de CO2 (tonnes métriques par habitant) (Banque Mondiale 2016)	0,93
Indice de GINI (PEDS)		0,42	Données économiques	
<b>Santé</b>			PIB (Anuário estatístico 2016) données 2015 en Million de ECV	158 699
Espérance de vie à la naissance, total (années)(2013)(Anuário estatístico 2016)		72,97	PIB en Millions de USD (Banque Mondiale 2016)	1620
Taux de mortalité infantile, moins de 5 ans (pour 1 000)(2015)(Anuário estatístico 2016)		17,5	PIB per capita (Anuário estatístico 2016) données 2015 en Million de ECV	302 380
Taux de mortalité maternelle (pour 1 000 000 naissances vivantes)(2015)(Anuário estatístico 2016)		47,0	Croissance nominale du PIB (% annuel) (Anuário estatístico 2016)	3
Taux de fertilité, total (naissances par femme)(2015)(Anuário estatístico 2016)		2,3	Croissance réelle du PIB (% annuel) (Anuário estatístico 2016)	3,8
Taux de fertilité chez les adolescents (nombre de naissance par 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans) (2015)(Anuário estatístico 2016)		19,1	Agriculture, valeur ajoutée (% du PIB)(Anuário estatístico 2016) données 2015	9,1
Population ayant accès au réseau publique de distribution de l'eau (INE 2017) données 2016		66,4	Industrie, valeur ajoutée (% du PIB) (Anuário estatístico 2016) données 2015	17,8
Population ayant accès Installations d'assainissement améliorées (INE 2017) données 2016		80,0	Services, etc. valeur ajoutée (% du PIB) (Anuário estatístico 2016) données 2015	60,5
<b>Nutrition</b>			Exportations de biens et de services (% du PIB)(Banque Mondiale 2016)	40
Disponibilité quotidienne en kilocalorie par habitant (FAO, 2011)		2716	Importations de biens et de services (% du PIB) (Banque Mondiale 2016)	61
Prévalence d'une insécurité alimentaire bénigne, modérée et grave (source: PEDS, 2016)		12,8	Formation brute de capital (% du PIB) (Anuário estatístico 2016) données 2015	29
Prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance (IDSRII, 2005)		6,4	Revenus, hors subventions (% du PIB) (Banque Mondiale 2010)	26
Prévalence du retard de croissance (enfants de moins 5 ans) (IPAC, 2009)		9,7	Temps nécessaire pour démarrer une entreprise (jours) (Banque Mondiale 2016)	11
Prévalence de la malnutrition aiguë (enfants de moins 5 ans) (IPAC, 2009)		2,6	Crédit intérieur fourni par le secteur bancaire (% du PIB)(Banque Mondiale 2016)	86,1
Prévalence de l'anémie (enfants de moins 5 ans) (IPAC, 2005)		52,4	Revenus fiscaux (% du PIB) (Banque Mondiale 2010)	18,4
Prévalence de l'anémie entre les femmes enceintes (IDSRII, 2005)		43,2	Abonnés à la téléphonie mobile (pour 100 personnes)(Banque Mondiale 2016)	122
Prévalence de la surcharge pondérale entre la population adulte (IDNT, 2007)	femmes 28	hommes 24,8	Utilisateurs Internet (pour 100 personnes)(Banque Mondiale 2016)	48,2
Prévalence de l'obésité entre la population adulte (IDNT, 2007)	femmes 14,6	hommes 6,5	<b>Balance de paiements</b>	
<b>Education</b>			Marchandises exportées (% PIB) (Banque Mondiale 2016)	45
Taux d'alphabétisation (<15 ans) (Anuário estatístico 2016) données 2015	femmes 83,5	hommes 91,4	Marchandises importées (% PIB) (Banque Mondiale 2011-2012)	709
Taux d'alphabétisation des jeunes (15-24 ans) (Anuário estatístico 2016) données 2015	femmes 98,7	hommes 97,6	Stocks de la dette extérieure, total (Dette en cours et décaissée, Millions de USD courants) (Banque Mondiale 2016)	1539
			Service de la dette totale (% des exportations de biens, de services et de revenus)(Banque Mondiale 2016)	5,8
			Transferts personnels et rémunération des employés (Millions d'USD courants)(Banque Mondiale 2016)	212
			Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, Millions de USD courants)(Banque Mondiale 2016)	114
			Aide publique au développement nette et aide publique reçues (Millions d'USD courants)(Banque Mondiale 2016)	113,4

## Population par île (INE- IDRF 2015)

	Population	% national
Cabo Verde	511 217	100
Île		
Santo Antão	40 987	8
São Vicente	75 162	14,7
Santa Luzia	-	-
São Nicolau	12.358	2,4
Sal	34 378	6,7
Boa Vista	11 666	2,3
Maio	6 731	1,3
Santiago	207 492	56,7
Fogo	33 827	6,6
Brava	6 316	1,2

## Taux de pauvreté par île et par municipalités (INE- IDRF 2015)

Île	Total population	Nombre de pauvres	Taux de pauvreté (%)	Municipalité		
				Nom	Nombre de pauvres	Taux de pauvreté (%)
Cabo Verde	511 217	179 909	35,2			
Santo Antão	40 987	18 720	45,7	Ribeira Grande	6 532	37,3
				Paul	2 855	50,9
				Porto Novo	9 333	52,2
São Vicente	75 162	20 129	26,8	Sao Vicente	20 129	26,8
Santa Luzia	-	-	-	-	-	-
São Nicolau	12.358	5 564	45	Ribeira Brava	2 514	35,3
				Tarrafal de São Nicolau	3 050	58,3
Sal	34 378	6 562	19,1	Sal	6 562	19,1
Boa Vista	11 666	870	7,5	Boa Vista	870	7,5
Maio	6 731	2 111	31,4	Maio	2 111	31,4
Santiago	207 492	106 449	36,7	Tarrafal	5 942	32,6
				Santa Catarina	17 832	38,3
				Santa Cruz	17 421	58,9
				Praia	39 531	28,1
				S. Domingos	7 687	51
				S. Miguel	6 081	39,3
				S. Salvador do Mundo	5 010	56,2
				S. Lourenço dos Órgãos	3 478	18
				Ribeira Grande de Santiago	3 466	41
Fogo	33 827	16 704	49,4	Mosteiros	4 017	45,2
				S. Felipe	10 880	54,6
				Santa Catarina do Fogo	1 807	36,2
Brava	6 316	2 799	44,3	Brava	2 799	44,3

## Dossier clé 1: Problèmes liés à la pauvreté rurale et au secteur agricole/rural

Domaine prioritaire	Groupe cible	Contraintes principales	Actions nécessaires
Agriculture dans un contexte affecté par une forte variabilité climatique.	Petits exploitants agricoles, femmes et jeunes	Forte dépendance de la pluviométrie variable et irrégulière dans le temps et dans l'espace	Infrastructures d'accès à l'eau résilientes aux variations et changements climatiques
		Faible disponibilité de terre cultivable (seulement 9% de la superficie totale)	Aménagements des bassins versants
		Forte érosion du sol	
		Petites infrastructures (niveau familial de captage de l'eau éparpillées déterminant une faible capacité de réponse aux chocs)	Projet structurantes de mobilisation et gestion de l'eau à usage agricole
		Insuffisantes ressources en eau	Systèmes de collecte, traitement et stockage des eaux pluviales et des eaux usées
		Coûts élevés de l'énergie traditionnelle utilisée pour le pompage de l'eau.	Diffusion de systèmes de pompage et distribution de l'eau alimentés par des sources d'énergie renouvelable.
		Techniques culturales non répondant aux effets de la variabilité climatique et déterminantes des faibles rendements	Formation et vulgarisation des pratiques agricoles intelligentes face au climat
		Gestion de la terre non suffisamment réglementé (difficile livraison des titres fonciers)	Renforcement des capacités de planification et gestion de l'exploitation agricole familiale
Agro-météorologie et mécanismes de transfert du risque agricole	Producteurs	Informations climatiques non disponibles pour permettre une meilleure programmation des cultures	Mise en place d'un système de communication des données climatiques accessible aux producteurs
		Risques climatiques élevés	Etudes et expérimentation pour définir les mécanismes d'assurances locales
		Assurance agricole non disponible	
	Cadres du MAA et Producteurs	Système d'alerte précoce non performant et information climatique insuffisante	Densification du réseau de stations météorologiques
			Adaptation des modèles climatiques de prévision saisonnière
Cadre du MAA	Connaissances et compétences des cadres techniques non suffisantes	Formation / recyclage des cadres du MAA au niveau centrale et des délégations régionales	
Produits spécifiques du terroir	Exploitants agricoles, jeunes et femmes	Production et activités en amont (services, fournitures) et en aval (transformation, commercialisation) non suffisamment coordonnées	Approche chaînes de valeur
		Conduite des exploitations de façon	Professionnalisation des producteurs, des femmes et des

		traditionnelle et faible revenu	jeunes : formation technique de production et mise en marché de produits de qualité
		Technologies de transformation non suffisamment développées pour atteindre la qualité des produits et les marchés rémunérateurs	Recherche-développement pour l'introduction et appropriation de nouvelles technologies
		Faible opportunité d'accès aux marchés plus rémunérateurs	Valorisation des produits des terroirs y compris la certification et la labellisation et l'accès au marché
		Producteurs et acteurs des filières agricoles non organisés et non suffisamment mis en relation	Appui à l'organisation des producteurs en coopératives, groupements, associations, etc. Appui à la création de plateformes filières impliquant tous les acteurs de la chaîne de valeur.
		Insuffisante implication du secteur privé dans toutes les étapes de la chaîne de valeurs	Engagement du secteur privé (SIF, rémittances, etc.) dans la chaîne de valeur
		Actions non coordonnées entre projets	Synergies avec les actions soutenues par les différents PTF
Entreprenariat rural	Exploitants familiaux, jeunes et femmes	Difficulté d'accès au financement	Lignes de financements et fonds d'appui à l'entreprenariat des jeunes
		Compétences de gestion d'entreprise	Formation, stage et toutes autres formes pouvant former, professionnaliser et encourager à l'entreprenariat dans le secteur agricole et non agricole (exemples : écotourisme, restauration pour la valorisation des produits du terroir etc.).

## Dossier clé 2: Matrice de l'organisation (analyse des forces, faiblesses, possibilités et menaces)

Organisation	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Ministère de l'Agriculture et de l'Environnement (MAA)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Présence des délégations du MAA dans toutes les îles/régions.</li> <li>- Ministère structuré en Directions prenant en compte toutes les dimensions du secteur agricole.</li> <li>- Elaboration du PNIASAN en cours.</li> <li>- Existence d'instituts spécialisés rattachés au MAA : INIDA doté d'un plan stratégique et INMG</li> <li>- Service de vulgarisation doté d'une stratégie.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ressources humaines limitées (nombre) surtout au niveau de la vulgarisation agricole et des Délégations du MAA ne permettant pas de répondre aux besoins d'assistance des producteurs.</li> <li>- Insuffisante communication entre les Directions du MAA et entre les Directions et les Délégations du MAA.</li> <li>- Lenteurs administratives dans la mise en œuvre des projets/programmes.</li> <li>- Faiblesse des Instituts dans la gestion de projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Appui de différents PTF dans des domaines clés et prioritaires pour le MAA, (mobilisation de l'eau, utilisation de nouvelles technologies, énergies renouvelables, qualité des produits, etc.).</li> <li>- Secteur privé, société civile et OP intéressés à la relève de certaines fonctions, dont l'appui-conseil aux producteurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution d'intérêts et des ressources des partenaires en appui à la mise en œuvre de stratégies et plans d'action aux niveaux national et régional.</li> <li>- Politiques du Gouvernement non appliquées.</li> <li>- Augmentation du niveau d'endettement de l'Etat. Réduction de l'intérêt du gouvernement pour le secteur agricole par rapport à d'autres secteurs économiques (tourisme, services, etc.).</li> </ul>
Exploitations agricoles familiales (EAF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 99,7% des exploitations agricole recensées sont de caractère familial (RGA 2015).</li> <li>- Intérêt manifeste envers des productions de qualité.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Difficulté d'extension des superficies exploitables à cause des surfaces limitées, des questions foncières non réglées et des disponibilités en terre et en eau.</li> <li>- Mobilisation de l'eau et systèmes de pompage souvent individuels, non performants et coûteux.</li> <li>- Forte dépendances de la variabilité climatique.</li> <li>- Faible accès au financement, aux technologies et facteurs de production performants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Volonté du Gouvernement au soutien des exploitations agricoles familiales.</li> <li>- Projets ciblant le renforcement des EAF.</li> <li>- Projets structurants impliquant les producteurs d'une ou plusieurs communautés, et/ou bassin de production.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retard dans la mise en place par le Gouvernement et les PTF de mesures d'accompagnement concernant : <ul style="list-style-type: none"> <li>o la sécurisation foncière</li> <li>o la mobilisation de l'eau</li> <li>o la gestion des risques agricoles</li> <li>o l'accès aux nouvelles technologies</li> <li>o l'accès au financement</li> </ul> </li> </ul>

Organisations de producteurs	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Panoplie de structures existantes :             <ul style="list-style-type: none"> <li>o regroupement de producteurs (éleveurs, pêcheurs, horticulteurs, transformateurs),</li> <li>o fédérations ou organisations de groupes d'associations (Feder- Orgaos, OAF, etc.),</li> <li>o coopératives,</li> <li>o associations de femmes</li> <li>o associations de jeunes</li> </ul> </li> <li>- Possibilité d'acquisition d'infrastructures, équipements et technologies permettant de répondre en quantité et qualité à la demande des marchés.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible présence (nombre) due entre autres, à l'attitude individualiste du producteur capverdien.</li> <li>- Faible capacité organisationnelles et de négociation.</li> <li>- Regroupement existant seulement au niveau local</li> <li>- Structures faïtières inexistantes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation de ressources dans le cadre de programmes du Gouvernement et des PTF destinées à l'acquisition et gestion d'infrastructures et équipements.</li> <li>- Possibilité d'être reconnus comme interlocuteurs privilégiés dans le cadre de partenariats publique et privé.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de mécanismes d'appui-conseil et assistance technique.</li> <li>- Absence d'un environnement facilitant leur évolution, y compris le dialogue politique.</li> </ul>
Associations communautaires de développement (ACD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Représentants et défenseurs des intérêts des communautés (environs 500 ACD).</li> <li>- Basées sur des principes de solidarité et de coresponsabilité entre les habitants.</li> <li>- Capacité de mobilisation et sensibilisation des communautés.</li> <li>- Capacité de mise en œuvre de projets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible compétences techniques au sein des associations et donc dépendance de l'AT externe.</li> <li>- Faible autonomie financière.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation de ressources dans le cadre de programmes du Gouvernement et des PTF destinées aux communautés locales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution des ressources financières destinées à la société civile.</li> <li>- Diminution des mécanismes d'appui-conseil et assistance technique</li> </ul>
ONGs et Plateforme des ONG	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Actives dans tous les domaines économiques et sociaux.</li> <li>- Reconnues dans le dialogue politique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible présence dans les îles périphériques et en milieu rural.</li> <li>- Compétences techniques à renforcer surtout pour la gestion de programmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance de la part du Gouvernement et des PTF, du rôle et des actions promues par les ONG</li> <li>- Possibilité d'être</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution des ressources financières destinées à la société civile.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité de se positionner comme prestataires de service.</li> <li>- Proximité et connaissance du milieu.</li> <li>- Capacité d'exécution des projets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>multisectoriels.</li> <li>- Faible disponibilité de ressources financières et moyens logistiques.</li> <li>- Dépendance des financements externes</li> <li>- Insuffisante coordination entre ONG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>prestataires de services dans la mise en œuvre de projets du Gouvernement et des PTF</li> </ul>	
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intérêt manifesté envers des productions de qualité</li> <li>- Existence en amont et en aval de la production comme <ul style="list-style-type: none"> <li>o fournisseurs d'intrants agricoles</li> <li>o transformateurs de produits agricoles</li> <li>o commerçants</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible présence dans les îles périphériques et en milieu rural.</li> <li>- Insuffisante professionnalisation.</li> <li>- Marchés limités.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance du rôle du secteur privé comme dynamiseur de l'économie nationale et locale.</li> <li>- Programmes du Gouvernement soutenues par les PTF pour encourager l'investissement privé y compris de la diaspora capverdienne.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de mesures d'accompagnement déterminant un environnement propice pour les investissements privés : fiscalité, crédits, fonds dédiés, etc.</li> </ul>

## Dossier clé 3 : Initiatives complémentaires des donateurs et potentiel de partenariat

Agence/ Organisation	Secteurs prioritaires et domaines ciblés	Période de la stratégie Pays	Complémentarité/Synergie potentielle
Banque Africaine de Développement (BAD)	Eau: Étude sur la mobilisation des ressources en eau Energie: (i) distribution énergie électrique (réseaux) ; (ii) production d'électricité basée sur les sources d'énergie renouvelables. Communications: parc technologique (TIC dans l'économie). Transport: infrastructures portuaires Education et professionnalisation: (i) appui au secteur de l'éducation ; (ii) employabilité des jeunes ; (iii) incubateurs d'entreprise PPP : appui au Gouvernement dans la mise en place et le suivi des PPP pour appuyer les investissements publics prioritaires.	Document de stratégie 2014-2018	Energies renouvelables dans la stratégie de résilience et pompage de l'eau. Education et insertion professionnelle favorisant l'entrepreneuriat rural des jeunes. PPP pour encourager les investissements privés, y compris de la diaspora dans le secteur rural.
BADEA	Eau et assainissement :		
Banque Mondiale	Gouvernance: appui aux réformes et fiscalité Energie Transport (investissements/routes) Secteur privé: Création d'un fonds de garantie doté de 15 million de dollars pour favoriser l'accès au crédit des entreprises.	Country Partnership Strategy (CPS) (élaboration en cours)	
Coopération espagnole (AECID) et FFS	Agriculture et élevage: (i) résilience face au CC et sécheresse, (ii) transformation de l'agriculture Pêche Eau et assainissement Energies renouvelables : soutien au développement du Renewable Energy Facility for Peri-Urban and Rural Areas installé au Cap Vert.	Elaboration en cours	Agriculture et élevage en tenant compte de l'expérience existante (FFE cofinance le POSER), synergie et collaboration sur la résilience face au CC.
Coopération luxembourgeoise (LuxDév)	Décentralisation: appui aux politiques de décentralisation (via PNUD) Eau et assainissement: (i) amélioration de l'efficacité énergétique et des recettes d'exploitation des entreprises de fourniture de services d'eau potable et d'assainissement à Fogo, Brava et Santiago ; (iii) renforcement des capacités des acteurs et institutions du secteur Energies renouvelables: (i) gouvernance, renforcement de capacités, diffusion de l'information et dialogue sectoriel ; (ii) renforcement du Centre pour les énergies renouvelables et la maintenance industrielle (CERMI) (Fonds européen de Développement (PIR pour la CEDEAO) Education, formation et insertion professionnelle: appui aux institutions de formation professionnelle et à l'insertion des jeunes. Finance inclusive : (i) appui définition du cadre réglementaire ; (ii) mise en conformité des IMF au cadre réglementaire et respect des bonnes	Programme indicatif de coopération (PIC) IV – 2016-2020	Décentralisation et mise en place des Plateformes municipales en capitalisant l'expérience du FIDA dans l'appui à la concertation régionale (CRP). Energies renouvelables étant pour FIDA un point fort de sa stratégie de résilience et mobilisation de l'eau (OS1) Education, formation et insertion professionnelle en liens avec l'entrepreneuriat rural des jeunes que FIDA veut encourager

	pratiques par les acteurs du secteur ; (iii) compréhension et adaptation de l'offre aux besoins du marché.		
Coopération portugaise	Eau et assainissement: Infrastructure et gestion des risques d'approvisionnement en eau		Eau pour la mobilisation des eaux destinées à l'usage agricole et pour le programme de gestion des risques dans le secteur agricole incluant l'accès à l'eau.
Coopération Japon et JICA	Agriculture et élevage: (i) valorisation des produits agricoles ; (ii) élevage familial, (iii) nouvelles technologies ; (iv) correcte gestion des pesticides ; (v) recherche vétérinaire. Eau et assainissement: infrastructures eau à usage agricole et domestique Municipalités de Santiago. Energie : réseaux de distribution.	Plan d'opération à moyen terme 2015-2019	Agriculture et élevage à travers l'approche chaîne de valeur visant l'amélioration et la valorisation des productions agricoles spécifiques des îles (produits du terroir) (OS2)
EMBRAPA (Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuaria)	Agriculture et élevage: renforcement des institutions de recherche et vulgarisation agricole dans les pays, développement de l'élevage des ovines et des caprines et de l'agriculture maraichère		Agriculture et élevage à travers le renforcement des capacités des institutions de recherche pour l'agriculture et l'élevage et des services de vulgarisation, dialogue politique sur les stratégies nationales de recherche pour l'agriculture et l'élevage
GEF	Environnement: (i) conservation biodiversité dans le secteur du tourisme ; (ii) gestion des risques climatiques.		Agriculture et élevage pour la gestion des risques et l'information climatique
Fonds Koweït	Eau et assainissement: (i) quartiers périphériques de Praia ; (ii) études bassins hydrographiques de S.A et S.V.		
Union Européenne	Agriculture et élevage: (i) recherche agricole ; (ii) relance production de la banane; Pêche: (i) appui institutionnel et renforcement des capacités d'inspection (ii) qualité des produits; (iii) appui aux communautés de pêche ; (i) gestion durable des ressources en thons tropicaux dans l'océan Atlantique (Programme - AOTTP) Eau et assainissement: infrastructures et renforcement capacités de gestion à Praia, Mindelo et Calheta Energies: renforcement des réseaux de distribution à Tarrafal et Monte Trigo Santo Antão Education: appui au secteur Tourisme durable: initiatives d'appui au tourisme, écotourisme et tourisme rural valorisant la culture, les ressources et les produits locaux Secteur privé: renforcement des capacités institutionnelles et locales en leadership et d'entrepreneur	11 FED – Programme indicatif 2014-2020	Education pour toutes initiatives permettant la professionnalisation des jeunes ruraux Tourisme durable pour toutes initiatives valorisant les produits du terroir et pouvant diversifier les revenus des populations rurales (écotourisme, tourisme rural) Secteur privé surtout permettant l'émergence des entreprises rurales familiales, des femmes et des jeunes

Agences Nations Unies			
FAO	<p>Sécurité alimentaire et nutritionnelle: (i) réseau national de la SAN, évaluation et révision du plan d'action ; (ii) étude sur la vulnérabilité alimentaire et le développement de la recherche sur la consommation alimentaire ; (iii) renforcement du cadre législatif de la SAN et des capacités d'anticipation et de gestion des risques alimentaires et nutritionnels et (iv) renforcement des moyens d'existence par l'approche caisse de résilience.</p> <p>Agriculture et élevage (Economie Verte) – (i) chaîne de valeur dans le secteur agricole (agriculture et élevage) ; (ii) arboriculture fruitière et agriculture urbaine et périurbaine ; (iii) recherche agricole, vulgarisation rurale et aux statistiques agricoles</p> <p>Pêche (Economie Bleue) (i) appui à la préparation du PNIEB et d'un programme prioritaire de promotion de l'Economie Bleue ; (ii) chaîne de valeur des pêches et aquaculture et approche écosystémique de la gestion des pêches en tenant compte des impacts du climat et de la pollution.</p> <p>Eau : (i) la mobilisation de l'eau pour l'irrigation y compris l'utilisation des eaux résiduelles traitées.</p> <p>Gestion durable et participative des ressources naturelles (i) gouvernance des ressources naturelles (ii) adaptation et résilience face aux changements climatiques et aux désastres naturels ; (iii) correcte gestion des pesticides, de la lutte contre les parasites et bioagresseurs.</p>	<p>Cadre de Programmation Pays (CPP) 2018-2022</p> <p>UNDAF 2018-2022</p>	<p>Sécurité alimentaire et nutritionnelle en lien avec les initiatives d'éducation nutritionnelle</p> <p>Agriculture et élevage à travers l'approche chaîne de valeur visant l'amélioration et la valorisation des productions agricoles spécifiques des îles (produits du terroir) (OS2);</p> <p>Eau dans le cadre des projets structurants de mobilisation de l'eau, ainsi que d'utilisation des eaux résiduelles (OS1)</p> <p>Gestion durable des ressources naturelles en particulier en renforçant la gestion des bassins versants, la capacité d'adaptation et la résilience face aux changements climatiques et aux désastres naturels ;</p>
PAM	<p>Nutrition, SAN: Appui aux cantines scolaires face à des périodes d'urgence (sécheresse)</p>	UNDAF 2018-2022	<p>Liaison des producteurs avec le système d'approvisionnement local</p>
PNUD	<p>Décentralisation: appui aux politiques de décentralisation (plateformes Municipales) (financement LuxDéV)</p> <p>Eau: (i) valorisation des eaux usées pour l'usage agricole à Santiago, Sal, Maio et Sao Vincente (PNUD et UNOPS) (proposition de financement GCF), (ii) dialogue politique sur la gestion des eaux ;</p> <p>Environnement et gestion des ressources naturelles: collaboration avec le gouvernement pour le développement de la 3<sup>e</sup> communication nationale, programme de protection de la biodiversité marine.</p>	UNDAF 2018-2022	<p>Décentralisation et mise en place des Plateformes municipales en capitalisant l'expérience du FIDA dans l'appui à la concertation régionale (CRP).</p> <p>Eau : Echanges d'expérience et d'approches sur traitement et utilisation des eaux usées</p>
UNIDO	<p>Agriculture et élevage: (i) études chaînes de valeur réalisées : manioc, produits laitiers, banane, papaye, pomme de terre ; (ii) chaîne de valeur fromage de chèvre et lien avec l'industrie du tourisme (financement UE) ;</p> <p>Energies renouvelables: Systèmes de petite à moyenne échelle et systèmes pour le pompage de l'eau dans les zones rurales et dessalement de l'eau dans les zones urbaines (financement GEF) ;</p> <p>Industrie : (i) Diagnostic du secteur pour l'élaboration de la stratégie et politique industrielle ; (ii) Enquête nationale sur le système d'innovation.</p>	UNDAF 2018-2022	<p>Agriculture et élevage par l'approche chaîne de valeurs visant ainsi des marchés rémunérateurs comme celui du tourisme (OS2) ;</p> <p>Energies renouvelables dont FIDA veulent promouvoir l'utilisation pour le pompage de l'eau dans les zones rurales.</p>

UNICEF	Nutrition/SAN: (i) Renforcement des institutions publiques et privées de contrôle et de régulation des aliments ; (ii) alimentation adéquate et saine dans les milieux institutionnels (écoles, jardins d'enfants, prisons, lieux de travail, hôpitaux, restaurants communautaires ; (iii) éducation alimentaire et nutritionnelle, (iv) droit humain à une alimentation adéquate	UNDAF 2018-2022	Nutrition/SAN à propos de (i) qualité des produits (hygiène, certification et labélisation) pour les marchés locaux, ainsi que ceux institutionnels, et (ii) éducation nutritionnelle.
--------	---	--------------------	--

## Dossier clé 4 : Détermination du groupe cible, questions prioritaires et réponses possibles

Groupes cibles	Caractéristiques / Contraintes majeures	Profil de sortie / Besoins d'appuis identifiés	Réponses du RB-COSOP
Exploitations agricoles familiales (EAF)	<p>Caractéristiques des exploitations agricoles familiales :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>EAF pratiquant la polyculture en pluviale (maïs, haricots, manioc), petit élevage (surtout volaille, caprins, et porcins).</li> <li>Superficie moyenne de la parcelle cultivée (polyculture en pluvial) entre 0.5 et 1 ha</li> <li>Activités complémentaires possibles : maraîchage si l'EAF dispose de parcelles en irrigué, transformation des produits agropastoraux, pêche pour les exploitants au long de la côte, activités liées au tourisme rural.</li> <li>Prestations occasionnelles de travail en dehors de l'agriculture pour combler les déficits.</li> <li>Ménages de type non-conjugal et monoparentaux égal à 27,5%</li> <li>Taille moyenne du ménage en milieu rural : 4,3 personnes</li> </ul> <p>Contraintes majeures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conditions climatiques (y compris la pluviométrie) irrégulière</li> <li>Faible sécurisation foncière</li> <li>Accès limité aux terres irriguées et à l'eau</li> <li>Faible capacité d'accès au financement (crédit)</li> <li>Inégalité dans l'accès aux facteurs de production (terre, financement et technologies) basé sur le genre du chef de ménage.</li> <li>Accès difficile aux marchés rémunérateurs : transport difficile entre les îles</li> <li>Insuffisante accès aux technologies de transformation modernes et performantes</li> <li>Faible capacité entrepreneuriale</li> <li>Insuffisante maîtrise des outils de gestion et planification</li> </ul>	<p>Profil de sortie attendu</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Augmentation des revenus</li> <li>Gestion entrepreneuriale de l'exploitation familiale</li> <li>Répartition équitable des charges de travail et des revenus au sein de l'EAF</li> </ul> <p>Besoins d'appuis identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation foncière</li> <li>Mobilisation durable et efficace de l'eau</li> <li>Augmentation des superficies à exploiter surtout en irrigué</li> <li>Diversification des productions</li> <li>Amélioration de la qualité des produits (frais et transformés)</li> <li>Techniques et technologies innovantes et performantes pour la valorisation des produits agricole et de l'élevage (transformation).</li> <li>Majeure et meilleure technique pour accroître l'intégration agriculture-élevage</li> <li>Accès au financement</li> <li>Professionnalisation dès la production à la commercialisation.</li> <li>Appui-conseil et accompagnement de proximité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ciblage des ménages ayant un esprit entrepreneurial pouvant trainer les producteurs de la localité (zone d'intervention).</li> <li>Professionnalisation des acteurs des chaînes de valeur agricoles</li> <li>Réalisation des projets structurants dans la mobilisation et gestion de l'eau agricole et accompagnement dans la gestion des ouvrages.</li> <li>Aménagement et mise en valeur durable de terres, subordonnés à : la sécurisation foncière, mobilisation et gestion durable de l'eau</li> <li>Aménagements des bassins versants</li> <li>Mobilisation et implication des organisations des producteurs dans le processus d'aménagement, mise en valeur et attribution des terres.</li> <li>Diffusion à grande échelle des bonnes pratiques et des techniques d'agro écologie permettant l'accroissement des rendements des cultures et une majeure intégration agriculture-élevage.</li> <li>Projets structurants en appui à la transformation, au stockage et conditionnement des produits</li> <li>Renforcement capacités de planification et gestion de l'exploitation agricole familiale sur une base de répartition équitable des charges de travail et des revenus</li> </ul>

Groupes cibles	Caractéristiques / Contraintes majeures	Profil de sortie / Besoins d'appuis identifiés	Réponses du RB-COSOP
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Faible niveau d'organisation des producteurs et des acteurs des filières</li> </ul>		
Femmes rurales	<p>Caractéristiques des femmes productrices et transformatrices en milieu rural</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Actives dans tous les maillons des chaînes de valeur agricoles (production, transformation et commercialisation)</li> <li>Taux d'alphabétisation en milieu rural égal à 73%, en dessous du taux moyen national (82.8%) et de celui des hommes ruraux (87%)</li> <li>Femmes entre 15-49 ans plus touchées par la malnutrition par rapport aux hommes (28.6% touchées par l'anémie, 28% de surpoids et 14.6% d'obésité)</li> <li>Majeures charges de travail au niveau et en dehors du ménage</li> </ul> <p>Contraintes majeures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Participation informel aux activités économiques liées aux chaînes de valeur locales</li> <li>Techniques de transformation artisanales basées sur les savoirs traditionnels</li> <li>Accès limité aux technologies de transformation modernes et performantes assurant la qualité des produits transformés</li> <li>Faible organisation en groupements autour des activités économiques</li> <li>Accès difficile à la terre et faible sécurisation foncière surtout pour les parcelles irrigués.</li> <li>Faible accès aux marchés plus rémunérateurs</li> <li>Faible représentativité des femmes dans les instances de décision des organisations de base : rôle limité à la présence, sans fonction de direction dans le comité de gestion/direction d'infrastructures et/ou activités économiques et/ou sociales</li> </ul>	<p>Profil de sortie attendu</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Autonomisation économiques et financières</li> <li>Activités gérées de manière entrepreneuriale par les femmes (entreprenariat féminin) dans la production et transformation des produits agricoles.</li> </ul> <p>Besoins d'appuis identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Sécurisation foncière surtout pour les parcelles irriguées</li> <li>Diversification des systèmes de production et des activités génératrices de revenus</li> <li>Innovations technologiques et équipements performants pour la production et transformation</li> <li>Accès au financement</li> <li>Acquisition de compétences techniques, de gestion, de négociation avec le secteur privé et vision entrepreneuriale</li> <li>Capacités de participation, planification et gestion des activités économiques, lobbying et négociation.</li> <li>Appui-conseil</li> <li>Reconnaissance et représentativité au sein des organes de décision et de concertation locaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Priorisation des femmes dans l'attribution de terres nouvellement aménagées et l'accès aux facteurs de production, y compris l'eau.</li> <li>Appui à la diversification des productions et des activités économiques (maraîchage, petit élevage, transformation des produits, etc.) permettant aussi d'améliorer la nutrition</li> <li>Professionnalisation des femmes vers des activités qui ne demandent pas la terre (ex : transformation et commercialisation)</li> <li>Mobilisation de techniques et équipements de transformation performants assurant la qualité des produits locaux spécifiques du terroir.</li> <li>Renforcement des capacités des femmes en termes de planification et gestion des activités économiques</li> <li>Renforcement des capacités des femmes en termes de leadership, lobbying et négociation et connaissances de leurs droits</li> <li>Mise en réseaux des femmes productrices</li> </ul>

<p>Jeunes ruraux (femmes et homme)</p>	<p>Caractéristiques de jeunes (femmes et hommes)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Actifs surtout en amont (services) et en aval de la production (transformation et commercialisation)</li> <li>• Taux d'alphabétisation et scolarisation élevé</li> </ul> <p>Contraintes majeures</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Difficulté dans l'accès à la terre</li> <li>• Difficultés d'accès au foncier, au financement et aux autres facteurs de production (terre, semences, intrants, crédit)</li> <li>• Connaissances limitées aux pratiques traditionnelles dans la conduite des activités agricoles</li> <li>• Absence d'opportunité autres que l'agriculture déterminant l'exode / migration</li> <li>• Faible capacité organisationnelle</li> </ul>	<p>Profil de sortie attendu</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Autonomisation économiques et financières</li> <li>• Entreprises de jeunes performantes, utilisant des technologies améliorées et performantes et visant un marché de qualité</li> </ul> <p>Besoins d'appuis identifiés</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sécurisation foncière surtout pour les parcelles irriguées</li> <li>• Acquisition de compétences sur les bonnes pratiques agricoles et d'élevage</li> <li>• Accès à l'information, aux facteurs de production dont notamment le financement pour le démarrage des activités et accès aux technologies modernes</li> <li>• Opportunité pour diversifier les revenus dans des activités économiques autres que l'agriculture : écotourisme, artisanat.</li> <li>• Accès au financement</li> <li>• Acquisition de capacités managériales et de gestion pour assurer la rentabilité des activités entrepreneuriales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorisation des jeunes dans l'attribution de terres nouvellement aménagées (30%) et dans l'accès aux facteurs de production, y compris l'eau.</li> <li>• Professionnalisation des jeunes dans (i) les services liés à l'agriculture (entretien des ouvrages d'eau, installation et infrastructures liées aux énergies renouvelables), (ii) des activités qui ne demandent pas la terre (ex : transformation, commercialisation, élevage) ; (iii) des secteurs non agricole (écotourisme, artisanat).</li> <li>• Formation à la gestion d'entreprise dans l'agriculture et dans d'autres domaines non-agricoles.</li> <li>• Mobilisation de techniques et équipements de transformation performants assurant la qualité des produits locaux spécifiques du terroir.</li> <li>• Mise en réseau des jeunes entrepreneurs ruraux</li> </ul>
--	--	--	---